

L'ALTÉRATION
DE
LA LIVRE STERLING
ET SES
CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 2 décembre 1933,
à 14 heures.*

PAR

Henri BOUCLAUD

Président : M. ROGER PICARD, Professeur.

Suffragants { *M. AFTALION, Professeur.*
 { *M. OUALID, Professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES .

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ALTÉRATION
DE LA
LA LIVRE STERLING
ET SES
CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

**La Faculté n'entend donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ALTÉRATION
DE
LA LIVRE STERLING
ET SES
CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 2 décembre 1933,
à 14 heures.*

PAR

Henri BOUCLAUD

Président : M. ROGER PICARD, Professeur.

Suffragants { *M. AFTALION, Professeur.*
M. OUALID, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1933



A MES CHERS PARENTS

INTRODUCTION

La crise économique mondiale qui a débuté aux États-Unis en 1929 et qui s'est propagée à tous les Pays, semble avoir atteint son paroxysme le 31 septembre 1931. Ce jour là la Livre sterling que l'on considérait partout comme une monnaie hors d'atteinte, que l'on confondait avec l'or, ce jour là, la Livre tombait.

Comment expliquer un tel événement qui arrive après les crises qui ont éclaté successivement en Autriche et en Allemagne. Nous pensons que cette chute anglaise a les mêmes origines que l'effondrement financier de l'Allemagne, nous voulons parler de l'inflation de crédit.

Le marché de Londres jouissait d'un crédit incontesté, il a vu affluer les capitaux circulants étrangers, et par son intermédiaire ces capitaux ont été prêtés à des pays qui avaient un immense besoin de prêts à long terme et qui, ne les trouvant pas chez eux, offraient des intérêts élevés. Londres offrait des crédits à court terme, mais qu'à cela ne tienne, au mépris des règles bancaires les plus élémentaires, l'Allemagne immobilisait les capitaux prêtés. Lorsque Londres voulut réclamer ses prêts, ce fût la faillite des banques allemandes, mais lorsque les prêteurs étrangers eurent connaissance de semblables difficultés, ils voulurent retirer du marché anglais leurs fonds et ce

furent les gros embarras financiers qui ont amené directement peu de temps après, la chute du sterling.

Mais si l'on admet que ce sont ces crédits gelés qui sont la cause immédiate de l'événement du 21 septembre, il faut remonter plus haut pour en trouver la véritable explication. La chute de la Livre est la conséquence du mauvais régime auquel on l'a soumise (gold exchange standard), conséquence de la politique financière des divers gouvernements anglais, conséquence de l'engourdissement de beaucoup d'entreprises industrielles et commerciales, engourdissement dû surtout aux impôts formidables destinés à faire face aux charges incroyables du budget, aux charges sociales imprudentes peut-être.

Ce sont toutes ces causes qui ont sapé peu à peu la force formidable de la Livre pour l'abandonner impuissante au coup de massue des crédits gelés.

Nous pensons donc et nous tâcherons de le démontrer dans notre court travail, que la Livre est tombée le 21 septembre sous l'effet du coup direct porté par les immobilisations de ses crédits à court terme, mais que les causes profondes remontent à plus loin. A la décharge de l'Angleterre il faut dire aussi que certaines causes, importantes même, ne dépendent pas d'elle ; nous les examinerons par la suite.

Nous nous efforcerons de donner le plus clairement possible les principales causes de la chute, puis nous rechercherons les conséquences ou du moins les principales conséquences de cet abandon momentané de l'étalon-or par l'Angleterre. Dans les Dominions d'abord, qui sont en relations étroites avec la Grande-Bretagne, aux Indes, au Canada, en Australie, Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud. Puis nous rechercherons les répercussions dans les

Pays Scandinaves, Suède, Norvège, Danemark; en Allemagne et en Grèce pour terminer.

Comme on pourra le constater par la suite, nous n'examinerons que les répercussions les plus sensibles sans parcourir tous les pays qui se sont ressentis de l'abandon de l'étalon-or anglais, car on devrait citer tous les pays du monde entier les uns après les autres et là n'est pas notre but ; ce que nous voulons montrer ce sont les conséquences les plus sensibles de cette chute du sterling et cela dans les pays à relations étroites avec l'Angleterre.

Nous tenons à remercier ici d'une façon toute particulière notre maître, M. Roger Picard qui a bien voulu nous donner des conseils excellents et nous diriger par ses avis éclairés.

PREMIÈRE PARTIE

LES CAUSES DE LA CHUTE DE LA LIVRE

CHAPITRE PREMIER

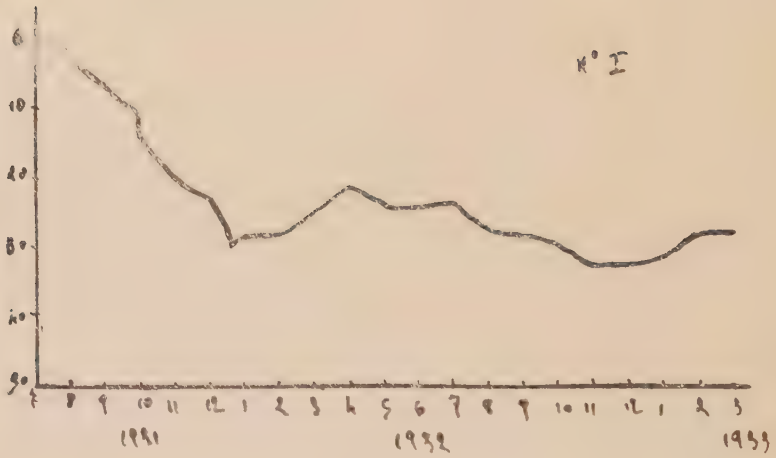
LA CHUTE DU 21 SEPTEMBRE 1931

Depuis le 15 septembre, les affaires anglaises allaient de plus en plus mal. C'était l'ampleur reconnue des déficits budgétaires, c'était l'opposition violente des socialistes. Puis le 16, la manifestation de la flotte de l'Atlantique; on apprit en effet que les marins de plusieurs bâtiments de guerre protestaient contre la réduction de leur solde et que, devant leur refus d'obéissance, l'Amirauté interrompait les manœuvres en cours. La nouvelle à l'étranger fut très mal interprétée, on prit cette réclamation comme le signe avant-coureur d'une révolution. En réalité, les marins n'étaient pas entraînés par une propagande communiste, mais ils croyaient que leur solde était garantie par leur contrat d'engagement, de plus, ils s'exagéraient l'importance de la réduction qu'elle allait subir.

Le Gouvernement réussit sans peine à rétablir l'ordre, mais au dehors l'impression avait été des plus fâcheuses.

Le 19 septembre, l'encaisse de la Banque d'Angleterre était à 134 millions, c'est alors le lendemain soir, le dimanche 20 septembre, que le Gouvernement au reçu d'une lettre de la Banque lui annonçant que celle-ci ne pouvait plus faire face à de nouveaux retraits d'or, que le Gouvernement publiait le communiqué suivant :

« Le Gouvernement de Sa Majesté a décidé, après consu-



Graphique n° I.
Pourcentage de dépréciation de la livre sterling.

tation avec la Banque d'Angleterre, qu'il était nécessaire pour le moment de suspendre l'application de la sous section n° 2 de la section 1 du Gold Standard Act de 1925 qui stipule que la Banque d'Angleterre doit vendre son or à un taux fixé. Un décret dans ce sens sera pris immédiatement et le Gouvernement de Sa Majesté, à l'intention de demander au Parlement de le voter d'emblée et en une seule séance (1^{re} lecture, 2^e lecture, 3^e lecture), le lundi 21 septembre .

En même temps, la Banque d'Angleterre a reçu l'autorisation de prendre des mesures nécessaires par anticipation de la décision parlementaire.

Les raisons qui ont amené cette décision sont les suivantes :

Depuis le milieu de juillet, des fonds s'élevant à plus de 800 millions de £ ont été retirés du marché de Londres. On a fait face à ces retraits en partie au moyen de l'or et des devises étrangères détenues par la Banque d'Angleterre et en partie au moyen du produit d'un crédit de 500 millions qui viendra bientôt à échéance, obtenu par la Banque d'Angleterre à New-York et à Paris, ainsi que par le rendement des crédits français et américains, s'élevant à 80 millions de £ récemment obtenus par le Gouvernement

L'or détenu par la Banque d'Angleterre se monte à environ 130 millions £ et, étant donné les circonstances qui peuvent se produire, il est inopportun de permettre que cette réserve soit à nouveau diminuée.

Il n'y aura pas d'interruption dans le travail ordinaire des banques qui ouvriront, comme d'habitude, à la convenance de leurs clients et il n'y a pas de raison pour que les transactions en soient affectées en aucune façon. Il a été

convenu que le Stock Exchange ne serait pas ouvert lundi, jour où le Parlement sanctionnera la législation nécessaire. Cette mesure n'affectera nullement les affaires courantes du Stock Exchange, qui auront lieu comme d'habitude.

Durant quelques jours, les retraits des devises étrangères se sont accélérés si rapidement que le Gouvernement de Sa Majesté s'est senti obligé de prendre la mesure mentionnée ci-dessus. Cette décision n'affectera évidemment pas les obligations du Gouvernement de Sa Majesté ou de la Banque d'Angleterre qui sont payables en devises étrangères.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucune raison de croire que les présentes difficultés soient imputables dans une mesure appréciable aux exportations de capitaux par les nationaux britanniques. Sans aucun doute, la majorité des retraits ont été effectués pour compte étranger. Il désire cependant répéter avec force l'avertissement donné par le Chancelier de l'Échiquier, à savoir : que tout citoyen britannique qui accroît la tension des changes en achetant des valeurs étrangères pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ajoute délibérément aux difficultés nationales.

Les banques se sont engagées à coopérer pour restreindre les changes à l'étranger par des citoyens britanniques, sauf si les besoins du commerce l'exigeaient véritablement ou pour faire face aux contrats en cours. Le Gouvernement n'hésitera pas à prendre d'autres mesures s'il le juge nécessaire. Le Cabinet a pris cette décision bien à contre-cœur. Durant les quelques derniers jours, les marchés financiers internationaux étaient démoralisés et avaient liquidé leur actif en £, sans tenir compte de leur valeur

intrinsèque. Dans ces circonstances, il n'y avait pas d'autre alternative que de protéger la position financière du pays par les seuls moyens à notre disposition.

Le Gouvernement de Sa Majesté s'emploie à équilibrer le budget, et la position intérieure du budget est solide. Cette position doit être conservée. C'est une chose que l'abandon de l'étalon-or avec un budget non équilibré et qu'une inflation sans contrôle, mais c'en est une toute autre que de prendre cette mesure, non en raison de difficultés intérieures financières, mais en raison de retraits excessifs de capitaux empruntés.

Les ressources éventuelles de ce pays sont énormes, et il n'y a pas de doute que les présentes difficultés de change ne sont que temporaires. »

Le lundi 21, le « Gold standard Amendment Act 1931 » dispensait la Banque, pendant six mois à dater du 18 septembre, de convertir à vue ses billets en or. C'était le cours forcé. C'était la £ transformée en papier monnaie. L'Angleterre qui avait, de 1920 à 1925, fait un magnifique effort pour ramener au pair ancien la £ éprouvée par la guerre, démolissait par l'Act du 21 septembre l'édifice dont la construction avait été considérée comme essentielle à la grandeur de l'Empire britannique.

CHAPITRE II

LA RÉFORME MONÉTAIRE DE 1925. — SES CONSÉQUENCES

La réforme monétaire de 1925.

Cette chute de la Livre le 21 septembre 1931, est-elle une conséquence de la stabilisation de 1925 ou non ? C'est une question très controversée, aussi allons-nous examiner la réforme de 1925 en elle-même, puis nous verrons s'il y a relation avec les difficultés qui ont amené la baisse du sterling.

Le 28 avril 1925, M. Churchill annonçait officiellement aux Communes le retour de l'Angleterre à l'étalon-or et il déposait en même temps sur le bureau de la Chambre un projet en ce sens. Pour ce rétablissement, il annonçait les garanties suivantes :

- Accumulation de 153 millions de £ d'or ;
- Accumulation de 166 millions de \$ destinés à faire face aux deux échéances de juin et de décembre en Amérique ;
- Double crédit de 200 millions de \$ par la Fédéral Reserve Bank ;
- Double Crédit de 100 millions de \$ par la banque Morgan.

« Ces deux crédits extérieurs devant servir d'avertissement solennel aux spéculateurs de tous ordres, de tous pays, de la résistance qu'ils rencontreront et des réserves avec lesquelles ils auraient à compter, s'ils veulent

« essayer de troubler la parité or que la Grande-Bretagne
« a maintenant rétablie. »

Devant tant de confiance en l'avenir, il s'élève pourtant une voix pour critiquer au nom de l'opposition. C'est M. Snowden qui reproche cette « excessive précipitation », déclarant que le retour à l'étalon-or allait accentuer le chômage et la dépression commerciale qui étaient déjà si graves.

Malgré cette voix autorisée, le projet fut voté à une très forte majorité et le 13 mai 1925, l'Angleterre avait le « Gold Standard Act ». En effet, M. Churchill avait fait valoir la nécessité de voter immédiatement pour empêcher les Dominions, qui eux aussi voulaient stabiliser, de préférer le Dollar à la Livre, — pour empêcher la ruine du crédit anglais qui résulterait d'un retard, car la hausse des changes étrangers allait se produire et pour lutter contre cette spéculation il faudrait élever le taux de l'escompte.

Voici le « Gold Standard Act de 1925 » :

ARTICLE PREMIER

1^o A moins et jusqu'à ce qu'une proclamation de Sa Majesté en décide autrement.

a) La Banque d'Angleterre, nonobstant aucun autre texte dans aucun autre Acte ne sera tenu de rembourser aucun de ses billets en monnaie légale telle que définie par la section 6 du Bank of England Act 1833 ; et les bank-notes ne cesseront pas d'avoir cours légal (to be legal tender) du fait que la Banque cesse de rembourser ses bank-notes en monnaie légale ainsi définie.

b) La sous section 3 de la première section du Currency and bank-notes Act de 1914 (qui stipule que le porteur d'une currency-note aura le droit d'en obtenir le paiement

en espèces d'or pour sa valeur nominale) cessera d'avoir effet.

c) La section 7 du Coinage Act de 1870 (qui donne droit à toute personne ayant apporté de l'or en lingots, à la monnaie de le faire essayer, frapper et d'en toucher la valeur en espèces) cessera d'être en vigueur, sauf en ce qui concerne le métal-or apporté à la Monnaie par la Banque d'Angleterre.

2° Tant que la sous section précédente restera en vigueur, la Banque d'Angleterre sera tenue de vendre à toute personne qui en fera la demande, au siège principal de la Banque, pendant les heures d'ouverture et qui en paiera le prix en n'importe quelle monnaie ayant cours légal, des lingots d'or au prix de 3 £ 17 sh. 10 1/2 d. par once troy d'or au degré de fin prescrit pour les espèces d'or par le Coinage Act de 1870, mais seulement sous forme de barres contenant approximativement 400 onces troy d'or fin.

ARTICLES II ET III

Ont trait aux diverses mesures destinées à faciliter le retour à l'or.

Les conséquences de la Réforme.

Gold Exchange Standard.

Le régime nouveau qui venait d'être instauré en Angleterre par l'Act de 1925, se différencie du régime antérieur à 1914 à de nombreux points de vue ; surtout c'est l'abandon de la circulation métallique, l'or n'est plus utilisé que pour les échanges à l'extérieur, c'est aussi l'institution du régime appelé le « Gold Exchange Standard ». Dans l'article 1 de l'Act, on relève :

- Suppression de la convertibilité des billets.
- Suppression de la convertibilité des currency-notes ;
- Suspension de la frappe libre, réservée exclusivement à la Banque d'Angleterre.
- Vente par la Banque de l'or à un prix fixe, *mais* seulement sous forme de lingots contenant environ 400 onces troy d'or fin.

Ce n'est plus comme avant 1914, où non seulement les billets étaient convertibles, mais où tout individu pouvait, s'il le désirait, faire frapper des Souverains, à la Monnaie. De plus, la Banque était non seulement tenue de vendre de l'or, mais elle devait aussi l'acheter toutes les fois qu'on lui en présentait, ce qui maintenait l'équivalence entre la valeur de l'or et celle du billet.

En somme, on a voulu un régime d'étalon-or, mais sans circulation d'or à l'intérieur du pays, seulement une circulation de papier, papier gagé sur des lingots vendus à prix fixe par la banque d'émission et sur des devises étrangères susceptibles d'être immédiatement converties en or.

Que penser d'un tel régime qui semble si économique aux banques centrales qui veulent le pratiquer.

En réalité, c'est un régime boiteux, ce n'est pas un retour véritable et complet à l'étalon d'or. Cet étalon existe bien en ce qui touche les règlements extérieurs, mais il n'aura pas ses effets normaux, dans la circulation monétaire intérieure. Un débiteur d'une dette à l'étranger, en prouvant que son créancier est étranger, peut s'il en a besoin, se procurer de l'or en lingots à la Banque d'Angleterre. Mais un porteur de billets émis par cette Banque ne peut pas se les faire rembourser par elle à guichets ouverts.

Ce régime fait de la banque d'émission, le centre de direction monétaire d'un pays. Cette banque détient, sauf

ce qui lui échappe par la thésaurisation, tout l'or du pays, elle en prend pour payer les dettes à l'étranger si les règlements de comptes internationaux ne peuvent se faire dans le pays.

La contre partie de cela, ce seront les énormes responsabilités que cette banque va encourir. Elle doit fournir de l'or suivant certaines conditions, mais est-elle assurée d'être toujours en mesure de le faire ? Et si par malheur, elle ne peut remplir sa fonction, qu'advient-il ?

Nous voilà reportés à l'événement du 21 septembre 1931, il adviendra à cette banque ce qu'il est advenu à la Banque d'Angleterre. Chargée de maintenir l'intégrité de la monnaie nationale, elle ne le peut plus, et la Livre-or d'hier devient une Livre-papier soumise aux énormes fluctuations des changes.

Peut-on dire que c'est là, par cet exemple anglais, la faillite du régime du « Gold Exchange Standard ». Beaucoup d'économistes en sont persuadés et il semble qu'ils sont dans le vrai.

Non-adaptation des prix de revient anglais

Une autre conséquence de la stabilisation anglaise de 1925 fut un désastre pour l'industrie anglaise. Celle-ci avait été à peine consultée en 1925, la politique de prestige, comme on l'a appelée, qui avait consisté à revenir à la Livre d'avant-guerre, avait été l'œuvre des financiers de la Cité. Le Gouvernement les avait suivis, poussé par la séculaire tradition de crédit, par la volonté de maintenir Londres comme Centre financier International, par l'orgueil aussi de ne pas se laisser distancer par le dollar, et aussi par une sorte d'instinct qui voulait que les choses soient remises en état. L'Angleterre atteignait ainsi le

but qu'elle poursuivait : remplir intégralement ses obligations, tant intérieures qu'extérieures, à n'importe quel prix !

Mais aussi quel fut son prix ! En agissant de la sorte, la Grande-Bretagne allait tuer sa force productive pour conserver son marché financier.

Après une longue période de déflation, la Grande Bretagne est revenue à la parité-or en 1925 alors que ses prix intérieurs et le coût de sa production n'étaient pas encore arrivés au niveau des prix internationaux. Situation qui était la conséquence des Trade-Unions et de l'état d'esprit du public opposé à toute compression des salaires et désireux de maintenir un « standard of life » aussi élevé qu'auparavant, faisant ainsi perdre au système économique anglais la grande élasticité qui faisait jadis sa force.

Pour que l'industrie ne souffrit pas de ce retour de la Livre-or, il eût fallu que les prix intérieurs s'ajustassent spontanément et avec élasticité au relèvement monétaire. La Livre montant, tous les prix anglais auraient dû baisser corrélativement.

Or, cela ne s'est pas produit, voilà quelle fut à peu près la situation :

— L'indice des prix de gros qui était de 166 en 1924 va se trouver à 120 en 1930, il y a bien baisse.

— L'indice des prix de détail (coût de la vie) se trouve à 170 en 1924 et à 157 en 1930 : baisse encore.

— Mais les salaires, qui sont l'élément essentiel et primordial du coût de revient industriel sont restés au même niveau.

Mais pouvait-on espérer au moins une hausse des prix mondiaux comme on le pensait en Angleterre en 1925. C'est le contraire qui s'est produit et l'on a pu assister à

une hausse de l'or, c'est-à-dire une baisse des prix dans le monde. Il y eut donc ainsi une disproportion qui s'est accentuée au lieu de diminuer. Dans ces conditions, le coût de production britannique fut insuffisamment adapté à la valeur-or de la Livre en 1925 et joue un rôle considérable dans l'équilibre de la balance des comptes anglais, par conséquent aussi, un rôle important dans l'impossibilité de maintenir la Livre à sa parité-or.

En somme, si la Livre a été trop fortement réévaluée en 1925, sur la base \$ 4,86 = £ 1, réévaluation dont M. Rist prétendait qu'elle était 10 p. 100 trop forte, ce furent aussi les salaires anglais qui, par leur rigidité ont contribué pour une bonne part au déséquilibre. Nous y reviendrons d'ailleurs dans un chapitre suivant.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE ANGLAISE D'ARGENT « BON MARCHÉ » LES CRÉDITS « GELÉS »

La politique anglaise d'argent « bon marché ».

Dès l'après-guerre, le marché de Londres a cherché à reprendre son importance d'autrefois en qualité de fournisseur de capitaux du monde. Il a notamment participé dans une très large mesure, à la reconstruction de l'Europe, tout en s'efforçant d'assurer une aide financière efficace aux Colonies et aux Dominions britanniques.

A. — ÉMISSIONS D'EMPRUNTS EXTÉRIEURS A LONDRES
(en milliers de £).

Années.	Pour l'étranger.	Pour ses colonies.	Totaux.
1913	97.958	99.568	197.526
.	.	.	.
1925	30.250	69.200	99.450
1926	64.500	57.500	122.000
1927	54.800	98.200	153.000
1928	76.300	81.500	157.900
1929	52.500	59.000	111.500
1930	43.800	71.000	114.800
1931	9.000	38.300	47.300

B. — A côté de ces crédits à long terme, on sait que Londres a accordé à l'Allemagne et à des pays d'Europe Centrale un montant considérable de crédits à court terme, afin de profiter des taux d'intérêt très élevés pratiqués dans ces pays dépourvus de capitaux. Quant au montant de ces cré-

dit il est bien difficile à évaluer, mais on estime que rien qu'en Allemagne, c'est au moins 7 milliards 1/2 de Reichsmarks que l'Angleterre a investis.

Comment Londres pouvait-il trouver une telle quantité de capitaux, alors que l'Angleterre avait une balance des comptes à peine en équilibre. Il les trouvait grâce à l'organisation de son marché financier. Londres jouait ce rôle ou plutôt, continuait de jouer le rôle de prêteur à long et à court terme, grâce aux fonds circulants venus chercher un emploi temporaire sur son marché. Ils y venaient chercher aussi la sécurité, puisqu'en plus de la confiance qu'elle inspirait, la Livre était stabilisée avant bien d'autres pays. Mais il ne faut pas oublier que ces capitaux étaient d'une extrême mobilité et pouvaient fuir à la moindre inquiétude or, toute panique se traduisant par des sorties massives de capitaux, et partant, d'or ; un moment arrive où les cours du change ne peuvent plus être maintenus dans la limite des gold points, malgré tous les sacrifices, et où l'étalon-or est lui-même emporté.

C'est pour ces raisons, que la politique anglaise eût dû toujours inspirer confiance (ce fût le contraire par des finances mal équilibrées). et qu'elle eût dû toujours bien rémunérer les capitaux pour empêcher leur fuite.

Quant à la situation financière, nous l'étudierons dans le chapitre suivant, nous allons examiner la façon dont elle a rémunéré les capitaux qui venaient à Londres.

Politique du taux d'escompte.

La politique de la Banque d'Angleterre en cette matière a toujours été de maintenir un taux d'escompte bas ; sans doute était-ce pour ne pas handicaper davantage son industrie, mais ce fut aussi et surtout une raison politique

qui la poussait à agir ainsi. Même lorsque sa balance commerciale accusait un déficit chronique qui influait lourdement sur sa balance générale des comptes et déterminant pour ainsi dire une sortie continue d'or. Même devant une telle situation, la Banque d'Angleterre agissait comme si cela lui était indifférent et maintenait un taux d'escompte très bas cherchant avant tout le bon marché de l'argent.

Voici d'ailleurs les différents taux d'escompte de l'année 1931.

Tableau des taux d'escompte en Grande-Bretagne.

A. — A LA BANQUE CENTRALE		B. — HORS BANQUE (traites bancaires à 90 jours).			
1931		1931	Maximum.	Minimum.	Moyenne.
I	3	I	2,5	2,125	2,25
II	3	II	2,6875	2,375	2,56
III	3	III	2,6875	2,3625	2,59
IV	3	IV	2,625	2,5625	2,59
V	2,5	V	2,5625	2	2,25
VI	2,5	VI	2,4749	2,0156	2,09
VII	4,5	VII	4,3438	1,3125	2,59
VIII	4,5	VIII	4,3438	4,0625	4,28
IX	6	IX	5,8125	4,1563	4,75
X	6	X	5,75	5,4375	5,69
XI	6	XI	5,875	5,625	5,75
XII	6	XII	5,906	5,625	5,88

Nous voyons qu'il faut attendre le mois de juillet pour que la Banque se décide enfin à mettre son taux d'escompte à 4 1/2, puis le mois de septembre pour l'augmenter à nouveau à 6. Mais c'est dans ce même mois que la Livre tombait, il semble que la Banque a trop attendu pour relever son taux d'escompte, elle le faisait comme à regret, comme le dernier moyen dont elle voulait user. Pourquoi donc ?

C'est qu'en effet, il y avait à côté des raisons purement financières une raison politique extrêmement puissante. Il y

avait ce fameux « War Loan 5 p. 100 », l'énorme emprunt de guerre de l'Angleterre, qui au pair et au cours d'alors correspondait à 258 milliards de francs (millions : 2. 086 £) et c'était une grande idée de M. Snowden de pouvoir en réaliser la conversion. Or, pour que cela fût possible, il fallait toutes sortes de conditions; des conditions budgétaires d'abord, et en plus, l'aisance de la trésorerie et un niveau constamment bas du loyer de l'argent.

Cette politique de conversion qui était excellente, devenait détestable du fait qu'elle commandait la politique de la Banque d'Angleterre, car ainsi les banques privées voyant ce taux d'escompte bas s'empressaient d'en profiter en continuant leur tradition de large financement extérieur, en profitant des taux élevées offerts par les pays dénués de capitaux. En temps normal, cela eût été excellent, mais au moment où une crise de confiance commençait à se dessiner, cela était extrêmement dangereux; cette politique de la Banque d'Angleterre permettait tous les espoirs et même les imprudences aux grandes banques privées. La Banque Centrale donnait en effet, l'illusion d'une abondance de capitaux et d'une économie nationale en parfait état, or cela n'était pas, l'économie britannique s'affaiblissait chaque jour et l'or tendait à s'échapper.

Plutôt que de favoriser à l'excès le financement par trop libéral de l'étranger, la Banque d'Angleterre eût dû réduire au contraire ces placements extérieurs en élevant son taux d'escompte.

Qu'une crise de confiance survienne, qui fasse retirer précipitamment les crédits étrangers placés à Londres, et ce sont de grosses difficultés pour le marché anglais qui, ne pouvant retirer ses avoirs à long terme immobilisés, devra récupérer immédiatement tous ses placements à

court terme. Si jamais ces placements ne peuvent rentrer ce sera la catastrophe.

Que s'est-il produit ?

Durant l'été 1931, la confiance atteinte par l'effondrement financier des pays centraux, fait retirer de Londres de nombreux avoirs étrangers; en juillet 1931: 30 millions £, soit 3.750 millions de francs, retraits se traduisant par des sorties d'or de plus en plus importantes. Le Monde savait en effet que la Grande-Bretagne avait largement financé les pays d'Europe Centrale et l'Allemagne.

Des ventes de plus en plus nombreuses de sterling font reculer la Livre jusqu'au gold point de sortie, c'est l'alarme, et il faut agir au plus vite, peut-être est-ce trop tard !

La Banque d'Angleterre toujours sous l'influence de considérations politiques, se résoud à élever timidement son taux d'escompte. De 2 1/2 elle l'élève à 3 1/2 p. 100 puis à 4 1/2 le 30 juillet.

Londres commence à mesurer l'étendue du danger et il va essayer de rapatrier ses capitaux investis; nous arrivons ainsi à la phase décisive, au coup de massue qui va faire tomber la Livre.

Les crédits « gelés ».

Nous venons de voir qu'aidés par le taux d'escompte très bas de la Banque d'Angleterre, les banques privées avaient largement financé l'Allemagne et l'Europe Centrale.

Depuis longtemps en effet, les industries allemandes ont eu recours à l'étranger pour se procurer les capitaux nécessaires à la marche courante de leurs entreprises. Ces emprunts à court terme, contractés pour quelques mois

étaient la plupart du temps renouvelés. C'était très bien en temps normal, mais en période de crise, les remboursements étaient en général exigés.

Pourquoi donc l'Allemagne est-elle dans la nécessité de faire ces emprunts à court terme à l'étranger ? C'est que la plupart des capitaux allemands provenant des bénéfices industriels sont presque toujours utilisés à accroître le capital social ou sont employés en achats de matériel ou constructions d'ateliers. D'où le besoin de s'adresser à l'étranger pour se procurer des capitaux d'exploitation.

L'Allemagne avait ainsi emprunté environ 12 milliards de Reichsmarks à court terme.

Il semble que dans ce chiffre, l'Angleterre et les États-Unis en avaient pour leur part 70 p. 100, alors que la France n'aurait prêté que 7 p. 100 de la somme globale.

Finalement, l'Angleterre se trouvait engagée en Allemagne pour une somme de 7 milliards et demi environ de Reichsmarks.

C'était une somme énorme pour la période de défiance que l'on traversait, et la responsabilité en incombe pour une lourde part à la Banque d'Angleterre qui a facilité les financements à l'étranger par sa politique d'argent bon marché.

M. Henry Goschen, président de la National Provincial Bank, dans son discours à l'assemblée générale des actionnaires, estime que ce fut une lourde faute de la part des banques anglaises que de faire des prêts inconsidérés. Les banques se sont aperçues de leur erreur lorsque, à la suite des élections et du succès d'Hitler, les capitalistes allemands expédièrent leurs capitaux pour les mettre à l'abri dans des pays étrangers moins menacés de troubles. Mais c'était trop tard, M. Goschen cite le vieux proverbe

français : « Il est trop tard de fermer les portes d'une écurie quand les chevaux se sont enfuis. »

Les banques anglaises essayèrent bien alors de rapatrier leurs avoirs à l'étranger, mais l'Allemagne avait immobilisé ses emprunts à court terme et ce fut la faillite des banques allemandes. Ce fut aussi le moratoire Hoover, lançant son cri d'alarme et jetant la lumière sur l'effondrement allemand.

Mais si l'Angleterre ne pouvait rapatrier ses capitaux investis en Allemagne, du moins qu'une partie d'après les Accords de Bâle en août 1931 ; pouvait-elle rapatrier ceux placés dans d'autres pays ? Malheureusement pour elle, ses débiteurs firent défaut avec un ensemble parfait, et c'est là sans doute la véritable raison des grosses difficultés anglaises. Non seulement l'Allemagne, qui faisait une suspension de ses paiements le 15 juillet, mais l'Autriche, mais l'Europe Orientale, mais l'Australie, mais l'Amérique latine. Tous ces débiteurs à la fois se trouvaient dans l'impossibilité de payer, par l'effet de la crise qui sévissait alors dans le monde entier. L'Angleterre fut bien malgré tout très imprudente, témoin sa politique en Autriche, le 11 mai 1931, le « Crédit Anstalt », l'immense institution bancaire autrichienne qui avait en main une énorme quantité d'entreprises, faisait défaut à la suite de pertes subies sur son portefeuille de valeurs, et d'immobilisations faites par les industries débitrices. A la fin du même mois, Londres n'hésite pas à avancer au Gouvernement autrichien un crédit de 150 millions, crédit refusé par la France pour raisons politiques, et crédit qui servira pour le tiers à renflouer le « Crédit Anstalt ». Sans doute l'Angleterre faisait-elle cette avance pour essayer de sauver l'Autriche d'un désastre financier, surtout que ce même pays obtenait

un autre crédit de 100 millions de shillings à la Banque des Règlements Internationaux. On eût pu croire à un relèvement, mais l'Autriche après avoir donné le signal des difficultés le 11 mai par la chute de son « Crédit Anstalt », subit elle-même le choc en retour des difficultés des autres pays.

Le 7 août, l'Autriche se voit dans l'obligation de s'adresser à la S. D. N. pour que celle-ci évite la catastrophe imminente, la S. D. N. va alors instituer un comité financier pour le redressement de l'Autriche.

Voyant ainsi ses avoirs à l'étranger bloqués, « gelés » comme on a dit, l'Angleterre relève timidement, comme nous l'avons dit plus haut, son taux d'escompte de 2 1/2 à 4 1/2 p. 100 le 30 juillet. Toutefois, les sorties d'or s'accroissant de plus en plus, la Banque d'Angleterre doit arrêter ces exportations massives et cela dans le plus bref délai.

Elle fait alors appel à l'aide étrangère, appel qui fut entendu tout de suite à Paris et à New-York, prouvant encore une fois la solidarité qui existait et qui doit exister entre les grandes banques d'émission du monde.

— Un premier crédit de 50 millions de Livres est obtenu à Paris et à New-York, ce crédit fut englouti et jugé bien vite insuffisant.

— Un second crédit, alors, de 80 millions de Livres est soulevé avec la plus grande facilité sur les mêmes places que le précédent.

Mais ce deuxième barrage est lui aussi emporté comme un fétu de paille et ne peut enrayer la tourmente.

Comment peut-on expliquer un tel phénomène ?

La Livre a-t-on dit¹ a été victime de deux courants puissants :

1. M. Liesse dans l'*Economiste français*.

a) D'abord le vagabondage des capitaux flottants sous la forme des mouvements de l'or, à la recherche d'un asile sûr. Mouvement qui se fit dans des proportions formidables qu'on n'avait jamais vues.

La Banque de France et la Banque Suisse accroissant en un temps très court, leur encaisse d'une façon extraordinaire. Non pas comme on l'a dit, que cet accroissement fut voulu par ces deux Banques, non, c'est que ces deux places offraient aux capitaux en mouvement un facteur essentiel, la sécurité; sécurité qui attirait vers elle l'argent que la Grande-Bretagne ne pouvait plus garder sans risque pour eux.

b) Un second facteur, qui a joué aussi d'une façon très puissante, fut l'extraordinaire extension de la spéculation à la baisse. Extension que l'on peut s'expliquer de la façon suivante: la Livre alors saine, commence à donner des signes de faiblesse, on peut concevoir aisément que la position de vendeur de cette monnaie sur le marché comporte de très gros avantages alors qu'il y a bien peu de chances de pertes. Cette perte peut se mesurer par l'écart infime qui sépare le cours du change, du gold point d'entrée; pour cette monnaie en août 1931, le cours de la Livre à Paris était 123,90 et il ne pouvait en aucun cas monter au-dessus de 124,50. Mais quelle marge de bénéfice peut espérer le vendeur si jamais la convertibilité en or est abandonnée !

Aussi, dès qu'il apparut que la Livre était ou pouvait être en péril, on peut imaginer quel rude coup elle dut recevoir !

On peut donc ainsi mesurer le danger que va courir la Livre anglaise, et la terrible situation dans laquelle elle se trouve, alors que ses débiteurs font défaut et alors que

les crédits étrangers ne suffisent pas à enrayer le mouvement continu des sorties d'or. C'est devant une telle situation que la Banque d'Angleterre se décidait à avertir le Gouvernement qu'elle ne pouvait plus faire face à de nouveaux retraits d'or. Nous connaissons la suite par le communiqué du 20 septembre au soir.

Ainsi il nous semble bien qu'une des causes principales de la chute du sterling fut cette politique d'argent bon marché, politique voulue et traditionnelle de Londres qui a amené les grandes banques privées à faire un crédit extrêmement large aux pays en difficulté sans se douter que justement au moment où elles agissaient ainsi, il eût fallu plutôt restreindre le crédit et attendre l'orage à passer, orage qui s'annonçait d'un peu partout. Les Banque ne l'ont pas fait et le hasard voulut qu'en même temps, la presque totalité des débiteurs anglais fussent en difficulté financière, ainsi les crédits anglais se trouvaient « gelés », bloqués.

Mais si c'est là, croyons-nous, la cause déterminante de la chute du sterling, il y a aussi d'autres causes plus lointaines et qui ont eu leur effet dans les difficultés britanniques, ce sont ces causes que nous allons examiner maintenant.

CHAPITRE IV

LES FINANCES PUBLIQUES : ACCROISSEMENT DES DÉPENSES PUBLIQUES, ÉNORMES DETTES EXTÉRIEURES ET INTÉRIEURES, IMPOTS LOURDS, DÉFICITS BUDGÉTAIRES

Accroissement des dépenses publiques.

Comme nous allons le voir, c'est en Angleterre que le contribuable est le plus lourdement frappé. M. Angelopoulos¹, dans une étude parue à la *Revue de Science et Législation financières*, a fait à ce sujet toutes sortes de comparaisons, nous y reviendrons d'ailleurs tout à l'heure. Et ce fut là un gros obstacle à la prospérité britannique, empêchant entre autres, l'industrie de comprimer ses prix de revient si élevés. Quelle est donc la raison de ces charges fiscales si considérables ? Il faut la chercher dans le gonflement des dépenses publiques de toutes sortes, soit de la dette intérieure et extérieure de l'État, soit des dépenses locales formidables, soit de l'énorme fardeau des charges sociales.

A. — *Les dépenses de l'Etat.* — Si nous considérons les dépenses de l'État, nous voyons que ces dépenses se sont accrues non seulement dans une assez petite proportion, ce qui eût été normal, mais dans une très forte proportion, ce qui devenait dangereux.

1. *Revue de science et législation financières*, 1931 : article de M. Angelopoulos sur les charges fiscales de quelques pays.

Voici quelques chiffres :

1931-1914.	197,5 millions de £.
1917-1918.	2 milliards 1/2.
1920-1921.	1.195
1923-1924.	788
1925-1926.	826
1926-1927.	842
1930-1931.	880

Ainsi nous voyons que si en 1917 elles étaient formidables, car c'étaient des dépenses de guerre, elles restent encore très importantes en 1920 avec un peu plus du milliard de livres; elles baissent bien un peu en 1923-24 à 788 millions, mais elles se relèvent ensuite en 1925 pour continuer à progresser et atteindre en 1930 les 880 millions de Livres sterling.

B. — Les dépenses locales elles aussi, suivent le mouvement et sont en progression continue, se conformant en cela aux dépenses de l'État. C'est ainsi qu'en 1928 elles étaient deux fois plus fortes qu'en 1914 et qu'en 1930 elles sautent à 268 millions de livres. Dans ce que nous appelons les dépenses locales, il faut entendre les dépenses des diverses collectivités, les comtés, les bourgs, les districts. Voici les différents budgets.

Dépenses locales :

1913	92 millions de £.
1930	268 —

Dette locale :

1913	563 millions de £.
1928	1.121 —
1931	1.175 —

Emprunts locaux :

1929-1930	35 millions de £.
1930-1931	47,5 —

Nous voyons par ces chiffres quel développement les budgets locaux ont pu subir. Si l'on traduit les livres en francs on arrive à 35 milliards de francs, de dépenses locales environ. Peut-on comparer avec les dépenses locales de la France, il semble que cela soit bien difficile vu la participation de l'État en France en matière de voirie et d'habitation à bon marché, ce qui n'a pas lieu en Angleterre. En France, cette participation peut se chiffrer de 50 à 80 p. 100 suivant les cas.

Toutefois, on peut noter pour notre pays :

19 milliards environ aux dépenses locales.

15 milliards environ aux dettes locales.

Ce gonflement des finances locales est dû pour une très forte part au chômage, qui là aussi, fait sentir ses effets redoutables.

Devant un tel accroissement des dépenses anglaises, tant de l'État que des collectivités locales, qu'il ne faut jamais oublier quand on parle de finances anglaises, on peut essayer d'en rechercher les causes.

A notre avis, il y a pour expliquer ce gonflement deux raisons principales :

D'abord la dette publique devenue énorme et nécessitant ainsi le paiement d'intérêts considérables.

Ensuite, des dépenses sociales devenues formidables, et dans ces dépenses sociales, une grande part va au chômage.

a) *Dette publique.* — La dette publique depuis 1913 est toujours allée en s'accroissant jusqu'à 1930 où une cer-

taine contraction a été opérée. Cette dette publique qui n'était qu'une dette intérieure en 1913 est devenue depuis la guerre à la fois intérieure et extérieure.

1914.	650 millions £.	Dette intérieure seulement.
1921.	6.456	Intérieure.
	1.130	Extérieure.
	7.586	Total.
1923.	7.771	
1930.	7.573	

Quant aux dettes des collectivités locales, en 1928 elles étaient le double de 1913 avec 1.121 millions et en 1931 elles passaient à 1175 millions.

b) *Dépenses sociales.* — Quant aux dépenses sociales, nous nous proposons de les examiner d'une façon détaillée dans un chapitre spécial. Nous n'allons donner ici que quelques précisions.

D'après *The Economist*¹ les charges sociales (Social Services) n'ont fait que croître depuis 1921, et il donne le tableau suivant.

Dans ces charges sociales, le journal anglais fait entrer les dépenses d'assurance-chômage, d'assurance-maladie, la pension de guerre et les autres pensions.

Voici cette progression en millions de livres sterling.

1921.	306
1924.	332
1928.	366
1929.	395
1930.	406

Si l'on excepte de ces chiffres, les chiffres relatifs aux pensions de guerre, on verra alors que la progression

1. *The Economist* du 12 décembre 1931.

devient extrêmement forte, en passant de 200 millions de £ en 1921 à 350 millions en 1930.

Notons aussi qu'à côté des dépenses extrêmement fortes dues à l'assurance-chômage, il faut mentionner également les dépenses d'instruction. D'après le *Rapport May* (juillet 1931), ces dépenses s'étaient considérablement accrues :

	1913	1931-32
<i>Part de l'État</i>	16.212.000 £	38 977 000
<i>Part des collectivités locales .</i>	15.599.000	49.855 000

Le *Rapport* calculait que chaque enfant coûtait pour son instruction trois fois plus qu'avant la guerre.

Ainsi les charges sociales s'avèrent cinq fois plus élevées qu'en France et deux fois plus élevées qu'en Allemagne.

Impôts.

Pour couvrir ces dépenses publiques énormes, la Grande-Bretagne n'a pas hésité à demander beaucoup aux contribuables en se contentant d'augmenter les tarifs fiscaux. C'est ainsi que le contribuable anglais devint le contribuable le plus touché.

Selon M. Angelopoulos ¹ qui a calculé la charge par tête et en francs d'avant-guerre, on arrive à ce résultat de comparaison avec le contribuable français pour les années 1913, 1925, 1930.

	1913	1925	1930
France.	125	185	264
Angleterre	142	293	369

Pour pouvoir comparer utilement le poids des impôts qui pèsent sur les contribuables, il faudrait tenir compte

1. Article déjà cité.

des revenus des pays, seulement, cette notion de revenu national est excessivement difficile à mesurer.

Toutefois, voici le rapport des charges fiscales aux revenus ¹ pour l'année 1930 :

MILLIONS DE FRANCS D'AVANT-GUERRE.

	Revenu national.	Recettes fiscales.	Rapport.
France	50.000	11.030	22 p. 100
Allemagne	63.000	14.632	23,2 —
Grande-Bretagne .	68.000	16.980	24,9 —

Nous voyons ainsi que la charge la plus lourde est pour l'Angleterre avec 25 p. 100 alors que le rapport pour la France n'est que de 22 p. 100 et 23 p. 100 pour l'Allemagne.

Une taxation aussi lourde qui s'empare du quart du revenu doit nécessairement avoir des effets fâcheux sur l'ensemble de l'économie nationale. On pourrait presque parler d'une redistribution des richesses, en effet, l'income tax qui est l'impôt principal anglais, ne frappe qu'une minorité, deux millions environ de contribuables, mais ce sont les contribuables les plus riches qui verront ainsi leurs revenus diminuer considérablement par le taux élevé de cet impôt, taux encore accru par une supertax. Cet impôt si lourd empêche ainsi l'épargne et la formation de nouveaux capitaux. C'est une véritable amputation des grosses fortunes au profit de la classe ouvrière par l'intermédiaire des dépenses sociales, dépenses qui ont peut-être empêché les troubles qui eussent pu se produire, mais au prix d'une sorte de redistribution des richesses.

Un autre effet fâcheux également pour l'économie du pays, c'est que cette politique fiscale va donner lieu à une certaine fuite des capitaux devant l'impôt. Beaucoup de contribuables préféreront acquérir, non des propriétés

1. M. Angelopoulos.

foncières, trop visibles, mais des capitaux facilement exportables à l'étranger, ils préféreront même se défaire de ces propriétés, d'où un trouble économique très sensible.

Quant aux entreprises industrielles et commerciales, elles reculeront devant de tels impôts et préféreront se fonder à l'étranger ; les sociétés étrangères seront gênées dans l'établissement de leurs succursales.

Mais si les effets de cette taxation très lourde se font sentir sur l'économie du pays en général, on peut essayer de les rechercher également sur l'établissement des prix de revient. L'industrie anglaise était en effet handicapée par des prix de revient très élevés. Quel va être l'effet des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux spécialement à ce sujet ?

C'est toujours l'income tax qui frappe cette catégorie de revenus (cédule D). Nous voyons que depuis la guerre cet impôt fut toujours très lourd, n'étant jamais inférieur à 4 shillings par livre de bénéfice, et étant même bien souvent supérieur à ce taux qui correspond à environ 20 p. 100 des revenus.

On pourrait peut-être se demander s'il peut être question ici de l'incidence d'un impôt comme l'income tax qui n'est perçu que sur le bénéfice. On peut répondre que les hommes d'affaires, les chefs d'industrie vont chercher avant tout de maintenir le prix de vente à un niveau leur donnant un profit raisonnable. Profit qu'on ne peut regarder comme bénéfice réel que lorsque tous les déboursés y compris les impôts seront payés. C'est ainsi qu'il apparaît certain que l'income tax va entrer dans le prix de revient en l'élevant d'autant.

Et l'on voit tout de suite l'influence que peut avoir un

impôt de 20 p. 100 auquel vient s'ajouter des taxes locales très élevées et des charges sociales écrasantes.

La Grande-Bretagne a-t-elle pu équilibrer son budget avec des impôts aussi lourds? Il ne semble pas, et si l'on regarde les finances britanniques, ce sont au contraire des déficits budgétaires croissants qu'il faut signaler, en effet, les rentrées d'impôts furent bien moins abondantes qu'on ne le croyait. C'est ainsi que M. Snowden, Chancelier de l'Échiquier, s'exprimait dans son discours du 10 septembre 1931. Il constatait que les rentrées d'impôts se sont faites moins abondantes qu'on ne l'espérait. Les avantages accordés aux Dominions, disait-il, que la Grande-Bretagne ne pouvait traiter moins favorablement que ses débiteurs européens et auxquels elle a étendu les avantages du plan Hoover, ont restreint encore les rentrées. Le marasme croissant des affaires a multiplié le nombre des chômeurs, et ainsi alourdi les frais des assurances ouvrières.

Le résultat c'est pour l'année fiscale 1931-1932, 75.000.000 Livres sterling de déficit.

En 1932-1933, il faudra compter 170.000.000.

Or, le crédit de la Grande-Bretagne exige un équilibre budgétaire rigoureux, d'où la double nécessité suivante : d'abord des économies et ensuite des nouveaux impôts.

Par la suite, nous avons pu assister à un véritable effort de l'Angleterre pour combler ces déficits. De très fortes rentrées d'impôts directs entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 1932 faisaient regarder l'avenir sous un ciel meilleur sans toutefois impliquer un équilibre absolument sûr.

CHAPITRE V

BAISSE DES EXPORTATIONS

Suivant les statistiques du Board of Trade, on peut constater que les exportations anglaises depuis la guerre ont toujours été en baissant. Cette baisse des exportations serait grave dans n'importe quel pays, mais l'est particulièrement dans une Angleterre essentiellement exportatrice, en effet, les grandes industries qui sont la clé de voûte de l'édifice anglais exportent, toutes sinon les trois quarts de leur production comme certaines, du moins, les deux cinquièmes.

Ainsi :

L'industrie du coton exporte.	75	p. 100	de sa production.
La métallurgie du fer exporte.	40 à 50	—	—
L'industrie du lin exporte	50	—	—
L'industrie de la laine exporte.	45	—	—
L'industrie du jute exporte.	40	—	—
Les houillères	25	—	de leur production.

mais ici il faut tenir compte que le charbon joue un rôle important comme aliment des frets de sortie.

Or, toutes ces industries de base, sans exception, ont été frappées, depuis la guerre. Certaines, et même la plus importante de toutes, l'industrie du coton, laine et lin a vu tomber ses exportations de plus du tiers.

C'est donc pour l'Angleterre une situation extrêmement dangereuse, une des causes des difficultés financières et partant, de la chute de la Livre, qui surviendra à la fin de l'année 1931, le 21 septembre.

C'est pour cette année 1931 qu'il semble que les exportations anglaises aient été les plus basses. D'après le Board of Trade, voici le tableau de ces exportations en Livres sterling avec les différences respectives sur l'année 1930.

	Année 1931.	Différence sur 1930.
Objets d'alimentation. . .	35.529.330	— 12.689.222
Matières premières. . . .	47.091.637	— 16.668.861
Objets fabriqués.	290.573.079	— 149.468.700
Animaux (non pour ali- mentation)	1.092.777	— 409.265
Colis postaux	14.876.997	— 2.355.561
Totaux	389.163.817	— 181.591.599
Exportation	64.000.000	— 22.800.000
Total général	453.163.817	— 204.391.599

Il est vrai qu'il existe ce qu'on appelle les exportations invisibles qui entrent en ligne de compte pour redresser en tout ou partie le déficit de la balance du commerce, exportations qui entrent en compte dans la balance des paiements. Ce sont des revenus provenant soit de l'excédent des paiements reçus de l'étranger par le Gouvernement, soit des assurances, frets et commissions maritimes, soit des placements à l'étranger, soit de tous autres services. Du moins puissions-nous espérer un redressement de la balance anglaise par ces exportations invisibles ? Il faut abandonner cet espoir, car voici les chiffres du Board of Trade :

BALANCE DES PAIEMENTS EN MILLIONS DE £.

A. — <i>Balance visible :</i>	1929	1930	1931
Excédents d'importation . . .	381	381	411
B. — <i>Exportations invisibles :</i>			
Excédent des paiements reçus de l'étranger par le gouver- nement.	24	19	16
Frets maritimes.	130	105	80
Placements à l'étranger	250	220	165
Assurances maritimes et com- missions	65	55	30
Autres services	15	15	10
Totaux	484	444	301
C. — <i>Différence entre A et B . .</i>	<u>+ 103</u>	<u>+ 28</u>	<u>— 110</u>

Ainsi les exportations invisibles qui en 1929 couvraient entièrement l'excédent des importations et donnaient encore un surplus de 103 millions de Livres, et de 28 millions en 1930, ces exportations deviennent insuffisantes pour l'année 1931 qui se solde par un passif de 110 millions de Livres sterling.

C'est qu'en effet, les exportations anglaises pour l'année 1931 ont été très mauvaises, examinons quelques postes. Le principal, celui des objets fabriqués, se voit diminué de près de 150 millions sur l'année 1930; celui des matières premières de plus de 16 millions. Le total arrive à une diminution de plus de 180 millions de Livres, soit près de 32 p. 100 de moins que l'année précédente et plus de 46 p. 100 que l'année 1929. Si l'on tient compte des réexportations, celles-ci sont 26 p. 100 moins fortes qu'en 1930 et 41 p. 100 de moins qu'en 1929.

Quant aux éléments dits invisibles de la balance, leur évolution est elle aussi défavorable. C'est ainsi que les revenus de la marine marchande ont sensiblement fléchi

passant de 130 en 1929 à 105 et 80 respectivement pour 1930 et 1931. C'est surtout la crise économique mondiale qui là, a eu pour effet de désarmer les navires dans les ports.

Les profits réalisés sous forme de commissions, d'es-comptes par les compagnies d'assurances arrivent à 30 millions pour 65 en 1929.

Un autre élément qui a fortement fléchi, et qui est l'un des plus importants de la balance des paiements, ce sont les revenus des placements britanniques à l'étranger avec 165 millions pour 220 et 250 en 1930 et 1929. Diminution due au rachat de titres par certains pays notamment les États-Unis et de plus, certains débiteurs sud-américains surtout n'ont pu faire face à leurs obligations.

Ainsi pour une place de l'importance de Londres, c'est une balance qui est loin d'être à la hauteur, cette baisse continue des exportations arrive en 1931 à un point très dangereux pour l'équilibre national.

Nous allons essayer d'en rechercher les causes.

Causes de la baisse des exportations anglaises.

En premier lieu, il faut noter la crise économique mondiale qui, depuis 1929 a fait sentir ses effets dans tous les pays; mais ce n'est pas pour l'Angleterre l'unique raison de cette baisse de ses exportations, il y a des raisons qui tiennent à l'industrie anglaise elle-même, et ce sont celles-ci que nous allons examiner.

L'Angleterre industrielle se félicite de continuer une tradition très vieille et pour cela elle a souvent sacrifié des outillages nouveaux, ce qui a entraîné bien souvent un équipement complètement démodé, surtout vis-à-vis d'autres pays, comme la France par exemple qui s'est vue

obligée de reconstruire ses régions dévastées, comme l'Allemagne qui s'est équipée à neuf. Il existe bien certaines branches dont l'effort accompli depuis la guerre est remarquable, mais dans d'autres on trouve des machines « dont la place serait plutôt dans un musée ¹ ».

Charbon.

Le charbon, une des productions essentielles de l'Angleterre, prête à bien des critiques; certaines mines y étant parmi les plus retardées d'Europe, l'abatage mécanique y demeure réduit, de vieux fours à coke à rendement minime continuent à être employés. Le traitement des sous-produits devenu si important n'a évolué que très lentement; le lavage mécanique du charbon n'est employé que dans une proportion de 25 p. 100 alors qu'en France cette proportion s'élève à 85 p. 100 et en Allemagne à 80 p. 100.

Le régime des concessions est entièrement différent du nôtre; le propriétaire du sol étant aussi propriétaire du fond, régime qui va amener une énorme dispersion avec des propriétaires très individualistes et adversaires des Ententes.

Ainsi en :

Angleterre . . .	1.400 producteurs indépendants avec 2 000 puits.	
France	130 Compagnies	pour 600 —
Westphalie . .	12 —	pour les 9/10 de la production.

Avec un tel régime, il devient impossible de concentrer les efforts sur les meilleurs puits, chacun s'obstinera à exploiter le sien, quelque mauvais qu'il soit. Il en résulte

1. Siegfried. *La crise de l'Angleterre au XX^e siècle.*

que les bons puits possédant des derniers perfectionnements pâtiront des puits médiocres qui subsistent, par les charges qui pèseront également sur tous, en faisant travailler tout le monde à temps réduit. On aboutit ainsi à un prix de revient maximum.

Toujours est-il, qu'après s'être un peu reprises en 1929, les exportations anglaises de houille ont continué de baisser.

1913	moyenne mensuelle.		6.416.000 tonnes.	
1928	—	—	4.171.000	—
1929	—	—	5.023.000	—
1930	—	—	4.573.000	—
1931	—	—	3.562.000	—

Ainsi en 1931, on arrive à une exportation inférieure de 42 p. 100 à celle de 1913 et de 20 p. 100 à celle de 1930.

Les mêmes remarques s'appliquent pour toute une partie de la métallurgie, dont les prix de revient sont bien plus élevés que les prix continentaux. Situation due aux patrons qui ne veulent pas réorganiser leurs entreprises, puisque tout allait très bien jusqu'à présent sans faire de changements. Les producteurs anglais ne se compriment pas et leur état d'esprit est souvent tel, qu'ils s'en remettent aux mesures gouvernementales qui devra les tirer d'affaire si cela va trop mal.

Industrie cotonnière.

L'organisation de cette industrie n'a guère changée depuis la deuxième moitié du siècle dernier. C'est toujours une division en compartiments étanches, les filateurs, les tisseurs, les marchands, les finisseurs; c'est toujours ce vieil individualisme anglais qui se refuse aux fusions né-

cessaires. Et l'on peut voir des usines modernes et très bien équipées entraînées solidairement dans la ruine des autres. La baisse des prix mondiaux coïncidant avec la difficulté d'abaisser le prix de revient, la formidable concurrence des nombreuses entreprises individuelles luttant pour ne pas mourir. Tout cela amène toute une partie de l'industrie à un état alarmant, et bien près de la faillite. Il faudrait une réorganisation d'ensemble, tenant compte des conditions nouvelles, empêchant une trop grande dispersion qui existe avec 700 filatures et 1.200 tissages.

A côté de cette organisation des industries anglaises, organisation souvent défectueuse, il y a aussi des difficultés qui ont aggravé le malaise commercial.

Bien qu'ils aient fléchi, les prix de revient anglais n'ont jamais pu être complètement ajustés aux prix mondiaux depuis 1925, ce qui tient principalement au fait que la Livre a été stabilisée à un cours qui, comme nous l'avons dit, était environ 10 p. 100 supérieur à sa valeur intérieure; état de choses qui ne pouvait qu'entraver l'exportation nationale pour favoriser l'importation des produits étrangers. Ces difficultés n'auraient été que passagères si les éléments du coût de production avaient bénéficié de l'appréciation de la valeur de change de la Livre. Mais au lieu de baisser dans une mesure équivalente à l'appréciation de la Livre, ces éléments se sont maintenus. Les salaires ont été maintenus par les organisations ouvrières qui se sont toujours montrées opposées à toute réduction, témoin les grèves de 1926.

Cette circonstance va ainsi rendre stériles les efforts que pourrait accomplir l'industrie anglaise en vue d'un assainissement technique ou d'une rationalisation sévère. Ainsi privée de la possibilité de se réorganiser facilement, l'indus-

trie anglaise se trouve lourdement handicapée par une main-d'œuvre trop chère, des dépenses sociales très lourdes et une énorme charge fiscale.

Que pourrait donc faire cette industrie sur le marché international, arrivant avec des prix anglais surélevés, mais pour vendre selon des prix mondiaux en baisse ? Cela empêchera d'exporter avec profit, surtout que cette industrie anglaise va se trouver en concurrence avec d'autres nations favorisées, soit par la prime à l'exportation que constitue pour elles, la dépréciation de leur change, soit par la supériorité de leur outillage et le bon marché relatif de leur main-d'œuvre, soit par ces facteurs réunis qui leur permettent de vendre à meilleur compte que la Grande-Bretagne.

Voici donc, il nous semble, les principales raisons qui ont entraîné une baisse considérable des exportations de l'Angleterre, baisse qui atteint, en 1931, des proportions énormes et qui accroît encore les difficultés dans lesquelles se débattait la Grande-Bretagne.

CHAPITRE VI

CRISE DE LA MARINE MARCHANDE

Nous examinons dans un chapitre spécial le mouvement de la marine marchande anglaise qui pourrait être inclus dans le chapitre précédent, pour les raisons suivantes : d'abord c'est un poste très important de la balance anglaise, ensuite ce mouvement se manifeste suivant certains indices assez spéciaux qu'il convient d'examiner à part.

Il est indéniable que les marines marchandes de tous les pays ont subi une crise sans précédent, la marine anglaise a payé elle aussi un lourd tribut, nous constatons en effet que si les revenus dus aux frets maritimes s'élevaient à 130 millions de Livres en 1929, ils étaient tombés à 80 millions en 1931, faisant ainsi une chute de 50 millions en deux ans.

Nous pouvons constater cette crise à l'aide de plusieurs indices : c'est l'importance croissante du tonnage désarmé, puis le ralentissement du mouvement des ports ainsi que le trafic du canal de Suez, porte du commerce de l'Occident vers l'Orient, donc grande porte anglaise. C'est aussi la baisse du taux des frets et des salaires, l'accroissement du chômage, le ralentissement de l'activité des chantiers de constructions navales, enfin les difficultés qu'éprouvent les Sociétés d'armement.

Voici pour l'année 1931 l'importance du tonnage dé-

sarmé, selon la statistique de la « Chamber of Shipping » du Royaume-Uni.

	Nombre.	Tonnes nettes.
Au 1 ^{er} janvier	665	1.293.247
1 ^{er} avril	778	1.919.786
1 ^{er} juillet	752	2.044.092
1 ^{er} octobre	778	2.089 443

Ce tonnage désarmé relève de plusieurs causes, c'est d'abord que le nombre des bâtiments construits et en service était de beaucoup supérieur aux besoins, c'est aussi la pénurie des chargements due à la crise en particulier et à la fermeture de certains marchés. Les Indes et la Chine en effet, sont désormais fermés et l'on assiste à une transformation de la Russie qui doit aboutir, selon ses dirigeants, à pouvoir se passer des autres pays.

A côté de cette « mise à la retraite » forcée des navires marchands, l'on assiste aussi à un ralentissement très net du mouvement des ports pour cette même année 1931, alors que ce ralentissement s'était déjà fait sentir très sensiblement en 1929 et en 1930.

Ainsi pour l'ensemble des ports anglais :

1^o A l'entrée,

Nous avons en 1930	95.556 navires.
Et en 1931	89.770 —

2^o A la sortie, même baisse de trafic,

1930	96.295 navires.
1931	89.874 —

Dans ce mouvement de baisse c'est Londres qui subit la plus forte perte, à l'entrée avec 800.000 tonnes de moins qu'en 1930, puis Liverpool avec 670.000 tonnes.

A la sortie, c'est Cardiff avec 1.394.000 tonnes en moins

soit 22 p. 100; Londres ne vient qu'en troisième lieu avec 725.000 tonnes.

Si maintenant nous considérons le trafic du Canal de Suez qui est la grande porte du commerce de l'Occident vers l'Orient, trafic dont le commerce anglais a la grosse part, nous voyons que celui-ci, est en diminution de près de 25 p. 100 pour les sorties du Canal, c'est-à-dire pour les exportations vers l'Orient.

En 1930	7.450 000 tonnes.
Et 1931:	5.667.000 —

Soit une baisse de 1.800.000 tonnes en considérant les chiffres des 9 premiers mois des deux années.

Toutes ces conséquences de la crise vont amener nécessairement un grand ralentissement dans l'activité des chantiers de constructions navales. Suivant le Lloyds' Register, voici l'activité des chantiers pour 1931.

Il a été lancé 146 navires jaugeant 466. 000 tonnes, alors qu'en 1930 il avait été lancé 479 navires jaugeant 1.488.000 tonnes, et qu'avant la guerre on ne descendait jamais au-dessous de 1.700.000 tonnes. Cette baisse d'activité est vraiment catastrophique, aussi le chômage dans les chantiers devient lui aussi formidable. Selon une enquête faite et qui a paru au début de 1932.

60 p. 100 des ouvriers des chantiers de la Clyde chôment.

Et 70 p. 100 des ouvriers des chantiers de la Côte Nord-Est sont actuellement sans emploi.

Aussi en 1931 la situation des constructions navales est-elle dans un bien triste état, jamais les chiffres atteints cette année ne s'étaient rencontrés, du moins depuis 1887.

Voici le tableau du tonnage lancé depuis 1921.

1921	1.538 082 tonnes.
1922	1.031.081 —
1923	645.651 —
1924	1.439.885 —
1925	1.084.633 —
1926	639.568 —
1927	1.223.873 —
1928	1.445.920 —
1929	1.522.623 —
1930	1.488.563 —
1931	465.000 —

Un autre indice qui indique bien l'état aigü de la crise que traverse la marine marchande en général et la marine anglaise en particulier, c'est la chute formidable du taux des frets. Alors que l'année 1920 avait été une année où les frets élevés avaient semblé compenser les frets très bas de la fin de l'année, les années qui suivirent virent une baisse vertigineuse de taux, baisse qui s'est poursuivie jusqu'en 1931, et même en 1932, nous pouvons constater que la situation ne s'était pas améliorée.

Si nous prenons les statistiques de la « Chamber of Shipping » par exemple, nous voyons le nombre-indice qui était de 100 en 1920 arriver au 1^{er} septembre 1932 à 19. Cette statistique se basait sur l'année 1920 qu'elle considérait comme une année normale, ayant débutée par des frets très élevés pour terminer par des frets très bas, la moyenne était prise pour base (100). Les prévisions ont bien été déçues.

Cette baisse est encore plus visible par le graphique donné par le journal anglais *The Economist*. La base est non l'année 1920 comme pour la précédente mais l'année 1913. Or on arrive en 1931 à l'indice 80 (79,5). C'est ainsi une baisse de 20 p. 100 sur l'année 1913, baisse qui

s'est encore poursuivie puisqu'en septembre 1931, l'indice arrive à 52 (en Livres-or). — (Voir graphique ci-contre.)

Avec de tels indices aussi défavorables pour la marine marchande, il n'y a rien d'étonnant à ce que les Sociétés anglaises d'armement éprouvent de très grosses difficultés et aient besoin des secours du Gouvernement. Il faut dire tout de suite que ces secours gouvernementaux ont été donnés avec assez de facilité, toutefois on peut voir que la Compagnie « Cunard » produit un exercice déficitaire pour l'année 1931.

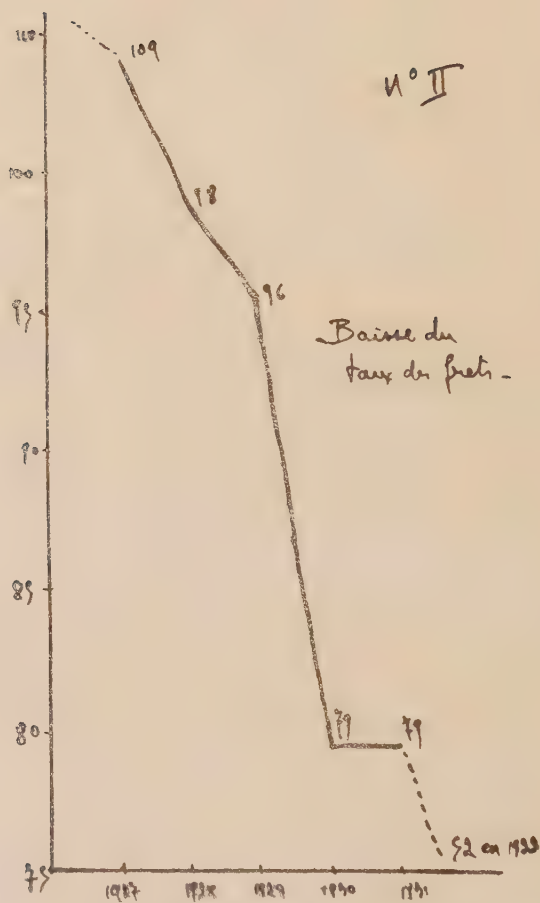
Les comptes de la *Cunard Steamship Co Ltd* de Liverpool se soldent par une perte de £ 553.204 pour 1931 contre un bénéfice net de £ 18. 601 en 1930.

Pour couvrir ce déficit, la Compagnie a recours au report bénéficiaire pour une somme de £ 210. 000. Le solde sera couvert par un prélèvement sur les réserves.

Voici d'ailleurs le bilan pour cette société :

	1931	1930
Actif total	16,5	17,7 en millions £.
Caisse	1,3	0,9
Flotte et acomptes sur construction	8,74	8,09
Participation à des sociétés .	4,7	6,8

Même son de cloche à la *Peninsular and Oriental*, spécialisée dans le commerce lointain. Au cours de l'assemblée des actionnaires, le président a déclaré, une fois de plus, combien étaient mauvaises les conditions actuelles des transports maritimes. Cette société, par suite d'importants amortissements régulièrement pratiqués, a pu réduire la valeur de sa flotte de 355 navires à un niveau bien inférieur au prix d'achat. Mais à quoi peut servir une valeur, si réduite



Graphique n° II.

soit-elle, si les bateaux n'en peuvent être utilisés avec profit. C'est pourtant le cas, malgré la réduction d'un certain nombre de lignes, les navires ne trouvent plus assez de fret.

Le président termine en espérant un meilleur état de choses, espoir qu'il croit fondé pour les raisons suivantes :

— Le Canal de Suez vient de consentir une réduction de 10 p. 100 sur ses tarifs.

— Baisse également qu'on peut enregistrer dans les salaires.

Il semble même que cette réduction des salaires soit assez sensible . Elle est le fruit des négociations menées par le « Joint Board » qui règle depuis plusieurs années les rapports entre les armateurs et leurs salariés, et cela d'une façon quasi-parfaite puisqu'aucun conflit n'a jamais surgi. C'est une réduction d'environ 10 p. 100 qui est prévue sur les salaires maritimes et de 7 p. 100 pour les dockers et employés du port.

Ces réductions qui étaient espérées fin 1931 se sont bien réalisées comme en fait foi le bulletin du B. I. T. de mars 1932. Toutefois cela n'a pas suffi à tirer la marine marchande anglaise du mauvais pas dans lequel elle se trouvait.

Tableau des soldes du personnel qualifié ¹.

	Ancien taux. £. sh. p.	Nouveau taux.	P. 100 de réduction.
Maitres	10,10	9,12	8,6
Chauffeurs	9,10	8,12	9,5
Matelots qualifiés	9	8,2	10
1 ^{er} maitre d'hôtel	15,10	14,12	5,8
1 ^{er} cuisinier	14,10	13,12	6,2
Cuisinier-maitre d'hôtel	12,10	11,12	7,2

1. Bulletin du B. I. T., de mars 1932.

Voilà donc la situation d'une importante branche du commerce britannique, la marine marchande; cette situation est bien alarmante, elle contribue elle aussi pour une grosse part aux difficultés de l'Angleterre.

CHAPITRE VII

LES SALAIRES ANGLAIS

LE CHOMAGE

Les salaires anglais..

Nous voici arrivés à cette question si importante des salaires anglais, salaires qui sont restés pour ainsi dire « figés » depuis 1923, et que l'on rend responsables pour une bonne part, de l'accroissement considérable du chômage

Certains économistes, en particulier M. Jacques Rueff¹ qui a particulièrement étudié cette question des salaires anglais, pensent qu'il y a corrélation entre les variations du chômage et celles du salaire réel (quotient de l'indice des salaires par l'indice des prix : $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$).

C'est ainsi, dit-il, qu'en 1919, en Angleterre comme partout dans le monde, les prix augmentaient et les salaires ne suivaient qu'avec un retard appréciable; le chômage était ce qu'il avait toujours été avant la guerre, en période d'activité maximum, environ 2 p. 100 des effectifs ouvriers, proportion semblant répondre aux inévitables mouvements de main-d'œuvre d'une industrie à une autre ou à l'intérieur d'une même industrie.

En 1920, les prix commencent à baisser, mais les salaires continuent à augmenter. De ce fait, le rapport $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$

1. Communication de M. Jacques Rueff à la Société d'Economie Politique, le 5 mai 1931.

qui serait constant, si à tout instant les salaires variaient comme les prix, augmente très rapidement. En même temps, dit M. J. Rueff le chômage augmente et il ne cesse d'augmenter tant qu'augmente le rapport $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$.

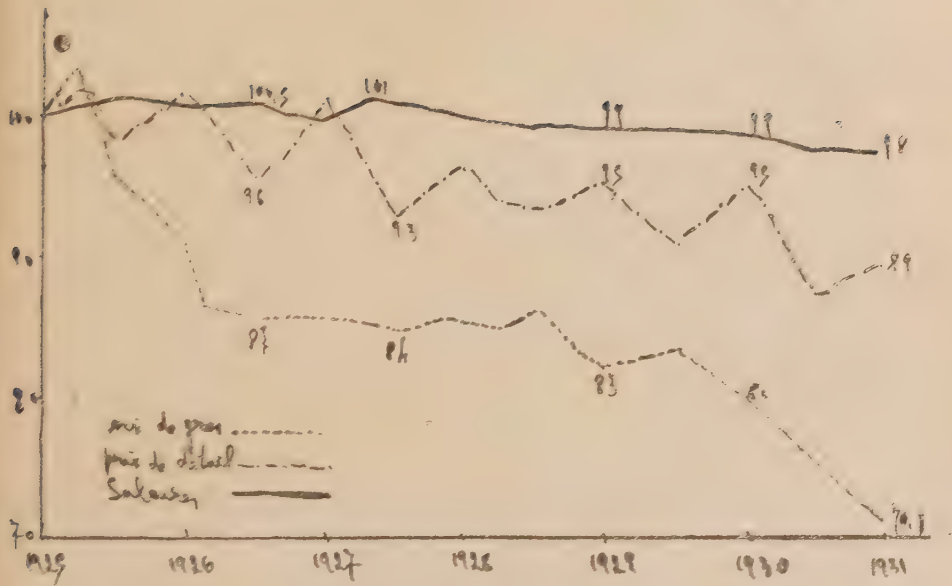
En 1921 les salaires commencent bien à baisser à leur tour, mais à un rythme assez lent, le niveau des prix baissant plus rapidement, le rapport $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$ continue à augmenter ainsi que le chômage. Mais à partir du deuxième trimestre la baisse de l'indice des salaires s'accélère, cependant que se ralentit la baisse du niveau des prix.

Le rapport $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$ diminue, aussitôt le chômage diminue et il ne cesse de diminuer tant que diminue le rapport de l'indice des salaires à l'indice des prix.

Au premier trimestre 1923, un fait d'une importance considérable se produit en Angleterre. L'indice des salaires cesse de varier, il demeure stable et il le restera depuis cette époque. De ce fait, pendant cette période, le rapport n'a varié qu'en fonction de l'indice du niveau général des prix, son numérateur (salaires) restant toujours inchangé. Le rapport a diminué lorsqu'augmentait le niveau général des prix, augmentant dans le cas contraire et toujours pendant toute cette période, sauf pendant la grève et l'année de réadaptation qui l'a suivie ; le chômage a varié comme le rapport de l'indice des salaires à l'indice des prix.

C'est ainsi qu'en 1923 et 1924, les prix augmentant en Angleterre, le chômage diminue, alors qu'à partir de 1924-1925, la baisse des prix provoque une augmentation du rapport $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$ et avec lui, du chômage. Même phénomène à partir du dernier trimestre 1929. Les prix commencent à baisser brutalement, les salaires restant immobiles,

III, 14



Graphique n° III.

le chômage aussitôt augmente rapidement. Ainsi le chômage en Angleterre a varié, sauf pour les grèves de 1926, comme le rapport $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$.

Cette théorie de M. Rueff a soulevé des observations et des critiques très nombreuses. Notre maître éminent M. le professeur R. Picard¹ semble l'avoir abattue. Il note en effet, que sur les 48 trimestres considérés par M. Rueff (de 1919 à 1930) la concordance entre les indices $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$ et chômage n'existait que pendant 32 trimestres et surtout que les indices de M. Rueff représentent des séries très divergentes. En résumé M. Picard n'accorde aucun crédit à la théorie de M. Rueff.

Nous ne voulons pas discuter ici, le pour et le contre de cette fameuse théorie, cela dépasserait notablement le cadre que nous nous sommes proposés.

Toutefois, nous sommes obligés de convenir que si la persistance des salaires élevés n'explique pas complètement l'accroissement du chômage, elle en est bien un facteur puissant auquel on ajoutera la persistance du coût élevé de la vie, la fermeture des débouchés extérieurs. En somme, cette crise anglaise, à n'importe quel point de vue que l'on puisse se placer ne relève pas d'une cause unique et par là même facilement explicable, elle relève d'un ensemble de causes très diverses qui se commandent les unes les autres.

Raisons de la stabilité des salaires anglais.

Il est en effet, extrêmement curieux de constater que le niveau des salaires ait pu rester stable, alors que l'offre

1. Article paru dans la *Revue d'Economie politique*, 1931.

du travail dépassait aussi sensiblement la demande de main-d'œuvre.

On peut en donner deux raisons principales.

D'abord, c'est la discipline très puissante des Trade Unions qui y a contribué, ceux-ci ne se souciant que d'une chose : conserver le même taux de vie qu'autrefois et adversaires résolus de toute baisse de salaire.

C'est aussi la politique de subsides aux chômeurs (dôle) aussi généreuse que coûteuse pour le pays. Elle a permis aux « sans-travail » de rester indéfiniment inoccupés. En effet, cette prime donnée aux chômeurs établit un niveau minimum des salaires, à partir duquel l'ouvrier préfère toucher l'allocation plutôt que de travailler pour un salaire qui ne lui vaudrait qu'un excédent assez faible sur la somme qu'il reçoit comme chômeur ; on arrive ainsi à stabiliser les salaires ou du moins à les empêcher de baisser. C'est ce qui s'est produit, semble-t-il, au début de l'année 1923, les salaires qui « suivaient la baisse des prix sont venus se bloquer contre ce niveau établi, ils se sont arrêtés dans leur chute et depuis ce moment ils ont pratiquement cessé de varier ».

On peut ainsi dire que cette « dole » aux chômeurs est une des causes du chômage permanent en stabilisant les salaires à un niveau entièrement indépendant du niveau des prix.

L'opinion publique anglaise aussi, permettait une telle situation, elle préférerait un niveau des salaires élevé avec du chômage plutôt qu'une réduction du train de vie général par un niveau des salaires moindre susceptible de résorber le chômage. Opinion extrêmement forte, hostile à toute révision des salaires et préférant entretenir indéfiniment ses chômeurs.

Chômage.

Le chômage en Grande-Bretagne depuis 1923 n'a cessé de croître, apportant par l'institution de l'assurance-chômage, une charge devenant bien vite formidable pour le budget anglais. A certains moments, comme nous le verrons tout à l'heure, on comptait 2.700.000 chômeurs, on a pu calculer que le pays a dépensé environ 100 millions de Livres en secours aux chômeurs.

Il est aisé de concevoir l'impossibilité pour un pays, si riche soit-il, de subvenir à l'existence de plus de 2 millions de chômeurs, le budget en devient profondément altéré ainsi que son économie nationale. Voici la statistique de ce chômage depuis 1929 jusqu'à la fin de 1931, elle prend comme base un chiffre de 12. 770. 000 ouvriers.

		Chômeurs complets.		Chômeurs partiels.		Pourcentage total.
		Nombre.	p. 100	Nombre.	p. 100	
1929	3	1.003.575	8,3	200.210	1,7	10
	6	884.549	7,3	279.108	2,3	9,6
	9	937.795	7,8	265.627	2,2	10
	12	1.071.849	8,8	272.251	2,2	11
1930	3	1.284.231	10,4	409.785	3,3	13,7
	6	1.341.818	10,8	569.931	4,6	15,4
	9	1.579.708	12,6	608.672	4,9	17,5
	12	1.853.575	14,7	646.205	5,2	19,9
1931	1	2.044.209	16,2	618.633	4,9	21,1
	2	2.073.578	16,4	623.844	4,9	21,3
	3	2.052.826	16,2	612.821	4,8	21,0
	4	2.027.896	16,0	564.884	4,4	20,4
	5	2.019.533	15,9	558.383	4,4	19,4
	6	2.037.480	16,0	669.315	5,2	21,2
	7	2.073.892	16,2	732.583	5,8	22
	8	2.142.821	16,8	670.342	5,2	22
Septembre.		2.217.080	17,4	663.466	5,2	22,6
10		2.305.388	18,1	487.591	3,8	21,8

Cette politique de l'assurance-chômage a consisté à aider le plus possible les chômeurs au prix de dépenses budgétaires de plus en plus accrues. On aidait le chômeur soit en lui donnant des facilités de plus en plus grandes pour conserver sa prime, soit en élevant de plus en plus le taux même de la « dôle ». Considérons tour à tour ces facilités accordées.

Ce n'est qu'en 1920, semble-t-il, qu'on arrive à une véritable exagération du système, à une véritable assistance. Avant la loi de 1920, le bénéficiaire n'avait droit qu'à une somme minime par rapport à un salaire normal et au bout de quinze semaines, automatiquement les secours s'arrêtaient. Qu'a fait la loi de 1920, elle est le début de toute une législation destinée à faciliter le plus possible et l'entrée au chômage et le séjour prolongé.

On commence par englober l'ensemble des travailleurs tout en exceptant toutefois les agriculteurs et les domestiques, puis en 1921 on crée, une allocation spéciale pour les dépendants des chômeurs, leur femme et leurs enfants, d'où rebondissement de la charge du Trésor ; mais en 1924 le parti travailliste arrive au pouvoir, il commence par abolir la limitation du temps, l'on touche désormais autant qu'on chôme ; enfin nous arrivons en 1930 (cabinet travailliste). Jusqu'à maintenant pour toucher du secours il avait fallu prouver qu'on avait « cherché de bonne foi du travail sans avoir réussi à trouver un emploi convenable ». Désormais on ajoute ce simple mot « ... emploi convenable vous ayant été offert par un Bureau de travail ». Ainsi inutile au travailleur de chercher son emploi, c'est le bureau qui s'en charge, et il touchera sa prime s'il y a absence d'emploi. Bien plus, l'interprétation du terme « emploi convenable » est si large que l'intéressé peut, sans

être disqualifié, refuser n'importe quel poste de sa compétence si le salaire est *inférieur* au taux normal ou bien s'il ne lui plaît pas.

Toujours dans cette même année on n'exige plus le versement d'au moins 30 contributions dans les deux années précédentes, si cela ne s'est pas fait, ce sera le Trésor qui complètera les cotisations manquantes.

Encore un autre relâchement, le chômage sera réputé ininterrompu même si l'on travaille trois jours dans une semaine.

Par une même évolution, parallèlement aux facilités de plus en plus grandes accordées, le taux de l'assurance-chômage est lui-même accru.

Alors qu'en 1912 le chômeur touchait 7 shillings par semaine, en 1930 il touchera :

17 shillings pour lui-même.

9 shillings pour sa femme.

2 shillings par enfant.

Pour un ménage d'ouvriers de 5 enfants, ce qui n'est pas rare, il touchera 36 shillings. De plus, il faut prévoir un supplément de 6 ou 7 shillings de la part des municipalités qui ont la faculté de compléter les chiffres qu'elles jugent insuffisants.

Or, pour avoir toute la portée du taux de ces secours, il faut tenir compte d'une certaine baisse dans les prix de détail. Baisse qui comme nous le disions au début n'avait pas été assez forte pour permettre en 1925 la réadaptation des prix à la nouvelle Livre-or, réadaptation rendue presque impossible par la stabilité du taux des salaires, élément primordial du prix de revient. Toutefois, on a pu dire¹

1. M. Siegfried.

que le chômeur anglais touchait en 1930 près du double de ce qu'il touchait en 1920.

Ainsi nous avons pu constater dans ce chapitre combien avait été rapide l'accroissement du nombre des chômeurs, grâce surtout aux facilités de toutes sortes qui leur furent accordées. En conséquence, accroissement corrélative au budget anglais, des dépenses pour y subvenir et difficultés de plus en plus grandes pour équilibrer le budget, ainsi que nous l'avons vu dans les chapitres précédents.

CHAPITRE VIII

CAUSES EXTÉRIEURES A L'ANGLETERRE

A côté de ces causes principales de la chute de la Livre, causes dont l'Angleterre semble responsable pour une grande part, nous allons donner dans ce chapitre des causes qui sont extérieures à la Grande-Bretagne. On les a peut-être un peu trop exagérées en essayant de la sorte de diminuer les responsabilités. En tous cas, elles existent et nous allons dire tout de suite qu'une des principales c'est encore la conséquence de la Grande Guerre, guerre qui a porté partout le désastre tant en supprimant des millions d'hommes, qu'en provoquant d'innombrables catastrophes économiques.

En effet, l'industrie mondiale s'était ingéniée à fabriquer le plus possible, à surproduire pour subvenir aux besoins de quatre années d'une guerre sans pareille. Les Gouvernements à court d'argent, avaient mis à la disposition des individus, à l'aide de l'inflation, un énorme pouvoir d'achat; tout cela avait caché l'appauvrissement général qui peu à peu se dessinait et bientôt allait éclater. La crise de 1929 qui ne peut être comparée aux crises cycliques précédentes, lesquelles voyaient une baisse des prix bientôt arrêtée par une stabilisation et faisant suivre une reprise des affaires. La crise actuelle semble répondre à un mal beaucoup plus profond et dépasse de beaucoup toutes les crises connues, par son ampleur.

Mais si cette crise amène un appauvrissement du monde, l'Angleterre, de par son évolution, va être encore plus sensible qu'aucun autre pays.

Déjà en 1815, l'Angleterre à moitié industrielle avait sérieusement pâti des guerres napoléoniennes qui lui supprimaient des marchés. Aussi, devenant après Robert Peel une nation industrielle, va-t-elle se trouver la première atteinte par les malheurs du monde. Perdant son indépendance économique, sa prospérité sera faite désormais de la prospérité du monde. Que des troubles éclatent en Europe, aux Indes, en Chine, les industriels anglais, en pâtissent de suite.

Ainsi l'Inde anglaise, qui était avant la guerre le premier client de l'Angleterre, reste encore en tête du commerce anglais mais avec une notable diminution des affaires. En effet, un concurrent sérieux pour la Grande-Bretagne s'est montré en Extrême-Orient. Le Japon qui s'est modernisé, possède des usines de premier ordre et tâche d'accaparer l'immense marché qui s'ouvre à côté de chez lui : la Chine et les Indes. Avantage par le minimum de frais de transport, le Japon va éliminer peu à peu l'industriel anglais qui vient sur le marché avec des prix très élevés depuis 1925. De plus, dans cette crise où les produits agricoles furent le plus durement touchés, l'Inde pays agricole voit ses difficultés accroître au moment où une violente campagne anti-britannique se lève avec Gandhi. Le boycottage des produits anglais fut pratiqué sur une assez grande échelle pendant ces dernières années; il est vrai qu'on peut noter maintenant une baisse considérable de l'influence de Gandhi.

Même constatation en Chine où les exportations anglaises de 2,82 p. 100 en 1913, tombent à 1,44 p. 100 en 1927. Ce

sont les troubles politiques sans cesse répétés qui entravent l'activité des producteurs indigènes et entraînent ainsi de graves répercussions sur le commerce extérieur.

Mais que dire alors des répercussions sur son commerce des malheurs européens ! L'Europe en effet voit sa puissance d'absorption terriblement réduite.

L'Allemagne qui était en 1913 le principal client européen de la Grande-Bretagne, voit une révolution bouleverser sa vie économique, et réduit son commerce d'importations avec l'Angleterre d'une façon très sensible. Perte également sensible par la disparition de l'ancienne Autriche-Hongrie ; les nouveaux États de l'Europe Centrale désirent se suffirent à eux-mêmes et réduisent environ d'un tiers leurs importations anglaises. Quant à la Russie, bouleversée par sa révolution, elle émet la prétention de se suffire elle-même.

A coté de cet appauvrissement général, nous assistons comme le disait M. Siegfried ¹ à une double transformation dans le monde : *transformation des méthodes de production* et à la fois *transformation de la consommation*.

On assiste à une *transformation des conditions mêmes de la production industrielle*. La souveraineté du charbon pour l'industrie n'est plus. Il ne suffit plus, comme autrefois de posséder des mines de houille pour être assuré d'une suprématie industrielle, désormais il faut compter les forces hydrauliques, le pétrole. Or que voyons-nous ? Nous voyons une Angleterre presque complètement dépourvue de ces forces nouvelles, alors qu'elle était si favorisée avec ses bassins houillers. Et pourtant, on est bien obligé de convenir que le pétrole prend une place de plus

1. Siegfried. *La crise anglaise au XX^e siècle*.

en plus importante au détriment du charbon. Dans le domaine des transports par exemple, on voit que la proportion des bateaux actionnés au charbon baisse au profit du pétrole.

	1913	1930
Charbon	88,9	57,6
Mazout	2,65	28,5
Essence	0,45	11,6

Voici donc un des puissants facteurs d'équilibre que l'Angleterre possédait avant, en train de décliner, ce sera une cause de la baisse de ses exportations.

Mais à côté de cette transformation profonde des méthodes de production, on assiste également à une *transformation de l'esprit et des habitudes de la consommation mondiale*. La clientèle devient beaucoup plus exigeante, même dans les articles de première nécessité, l'alimentation et surtout l'habillement, où elle ne réclamera non seulement la solidité mais un certain luxe. Une paire de chaussures par exemple sera réputée « bonne » non seulement si elle est solide, mais si elle réunit des qualités d'élégance de forme, de finesse etc... D'ailleurs, la vogue, la grande demande n'ira pas à ces articles de première nécessité, elle se tourne vers les objets de luxe, alimentant les nouvelles industries nées depuis cinquante ans. Ce sera la demande extraordinaire des automobiles, des appareils de T. S. F., des gramophones, des appareils électriques, téléphoniques, photographiques.

Et pour ce genre d'industrie, il semble que la Grande-Bretagne soit moins bien outillée que d'autres pays, notamment les États-Unis qui paraissent mieux préparés à ce genre de fabrication, mieux adaptés aux exigences nouvelles. Évidemment, l'Angleterre gardera bien toujours

ses anciens débouchés pour des matières premières qui demeurent encore de toute nécessité, mais il lui sera plus difficile d'acquérir les marchés nouveaux qui se présentent avec ces demandes nouvelles. Ainsi le commerce britannique se voit-il peu à peu éliminé en Amérique du Sud, autrefois son marché réservé, par le commerce américain qui s'adapte mieux.

Voilà donc des difficultés nouvelles pour l'industrie anglaise, dont elle ne saurait être rendue responsable. C'est à ces difficultés pour ainsi dire extérieures que doit s'ajouter encore les prix trop élevés et les impôts croissants.

DEUXIÈME PARTIE

**LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
DE LA CHUTE DE LA LIVRE**

De la chute de la Livre sterling les conséquences en furent très nombreuses et très importantes. On peut en mesurer l'étendue en se rappelant quelle était la place de cette monnaie dans le monde; combien de contrats, non seulement en Grande-Bretagne mais dans le monde entier, étaient libellés en sterling. Du moins pour un certain temps on peut admettre que certaines de ces conséquences furent avantageuses pour l'Angleterre, ce qui a donné du poids aux arguments des partisans de l'abandon de l'étalon-or.

Toutefois, comme nous le verrons au cours de cette deuxième partie, s'il y eut des conséquences heureuses, elles furent de courte durée, et par contre, il y eut à côté des conséquences des plus désastreuses, et dans certains pays de véritables catastrophes financières.

On peut noter tout de suite que cette chute de la Livre fut accueillie avec joie par la population commerçante et industrielle qui voyait ainsi la fin de ses prix trop élevés, et la reprise prochaine des affaires qui avaient tant souffert du taux excessif de 1925. On vit bien un certain renouveau des affaires, renouveau qui était la conséquence d'un phénomène qui se produit toutes les fois que la monnaie d'un pays faiblit à l'extérieur. En effet, le pouvoir d'achat intérieur de l'unité monétaire se survit et le pays se trouve placé durant quelques mois dans cette situation

exceptionnellement favorable, que le prix de la vie intérieure restant le même, il trouve à l'exportation de grands profits. Mais on peut dire qu'il n'y a là qu'un décalage temporaire destiné à disparaître au bout de quelques mois.

Nous allons donc examiner dans cette deuxième partie, les conséquences de la chute de la Livre. Dans un Titre I^{er}, nous verrons les conséquences en Angleterre, avantageuses pour certains, puisque cette chute semblait favoriser grandement les exportations anglaises, ainsi que les commandes navales tombées elles aussi dans un si triste état. Ensuite nous passerons aux répercussions pour ainsi dire internationales, à leurs effets dans les Dominions anglais d'abord, puis dans quelques pays particulièrement éprouvés par cette chute du sterling.

TITRE PREMIER

LES CONSÉQUENCES EN ANGLETERRE

CHAPITRE PREMIER

SUR LES PRINCIPALES INDUSTRIES

De toutes les industries de base de l'Angleterre, c'est sur les deux industries de la laine et du coton que l'influence de la chute de la Livre a été le plus sensible. C'est là que l'on peut constater les effets bienfaisants d'une altération de la Livre ; peut-être aussi comme nous allons le voir, ne sera-ce que dans ces deux industries.

Laine.

En effet, dès la chute du sterling, l'industrie lainière enregistre déjà une certaine reprise sur son marché, marché qui était dans un bien mauvais état. Cette industrie ne travaillait plus guère que dans la proportion de 60 p. 100 environ de sa capacité ; il en résultait que toute une partie de ses installations en devenant improductive, se dépréciait rapidement et constituait une nouvelle charge qui venait s'ajouter à toutes les autres. La conséquence de cette crise particulière fut la baisse extrêmement sensible de la valeur des usines depuis 1925. C'est devant cet état de choses, que la chute de la Livre arrive, et dès le mois

de décembre on peut constater une sensible amélioration.

On annonce de suite des commandes nouvelles importantes et les prix se raffermissent sur le marché. De plus la suspension de la valeur-or de la Livre va avoir une autre influence, le pouvoir d'achat extérieur de cette monnaie se trouvant diminué, va contraindre un bon nombre de manufacturiers qui s'approvisionnaient sur le continent, à revenir sur le marché intérieur et va faire profiter par la force des choses les industriels, profit qui s'accentuera à mesure que les stocks de fils de provenance continentale s'épuiseront.

Cette reprise va encore être favorisée par les prix de la matière première. La mauvaise tenue du change australien qui ne possède pas d'étalon-or depuis le 17 décembre 1929 va favoriser les importations de ses laines. Même chose pour l'Argentine qui n'a pas de change bien stable (abandon de l'étalon-or le 16 décembre 1929) et qui dépend beaucoup du sterling anglais. On ne peut pas en dire autant de l'Union Sud-Africaine qui conserve encore son étalon-or (elle ne l'abandonnera que le 28 décembre 1932); aussi les importations anglaises de laine de l'Union doivent elles baisser. Malgré tout, cette incertitude des changes pour les trois grands producteurs de laine du monde n'est pas sans gêner un peu le marché.

Quant à la concurrence continentale, les industriels anglais estiment qu'elle est en ce moment inexistante, que le terrain gagné à la faveur de la chute du 21 septembre est considérable et que la concurrence étrangère est nettement distancée depuis quelques semaines.

Si l'on prend comme indice 100 la production mensuelle de l'année 1928, on peut constater une sensible amélioration dès la fin de 1931 et le début de 1932.

1928.	400
1929.	98,6
1930.	79,6
1931.	77,1
1932.	85,2

Coton.

Nous n'allons pas rencontrer dans cette industrie un redressement aussi brillant que pour la laine, toutefois on pourra constater une amélioration, et la situation devient bien plus satisfaisante que par le passé. C'est qu'en effet, on assiste à de nombreux efforts dans cette branche d'industrie, soit en vue de grouper les entreprises, de les moderniser, soit en vue de diminuer le plus possible le prix de revient.

L'effet de l'abandon de l'étalon-or a d'ailleurs favorisé les industriels tout en leur étant défavorable sur un point, l'achat des matières premières. C'est que sur ce point les acheteurs anglais se trouvent en concurrence avec des acheteurs étrangers, certains ayant une monnaie-or qui va les avantager.

Mais d'un autre côté, la chute de la Livre a fait reprendre aux cotonnades anglaises une bonne place en Extrême-Orient, place qu'elles avaient perdue peu à peu, par l'impossibilité des monnaies d'argent de payer les prix anglais. Maintenant c'est l'inverse qui se produit, les prix anglais faisant prime sur les prix des pays restés à l'étalon-or.

Un autre facteur qui a son importance et qui va favoriser grandement le coton anglais en Chine, c'est le boycottage des produits japonais, grands concurrents des produits anglais. Les rôles sont renversés depuis les événements de Chine; alors qu'auparavant c'était le boycottage des cotonnades anglaises aux Indes, qui existe encore, mais

sur une bien moins grande échelle, nous assistons maintenant à celui des produits japonais en Chine. Immédiatement c'est une aubaine pour l'industriel anglais qui va pouvoir profiter d'une telle situation.

Malgré cette amélioration due à la Livre, il reste encore bien des efforts à fournir pour rétablir cette industrie du coton, efforts dans le sens d'une concentration des entreprises et une baisse des prix de revient. Voyons donc ce qui a été fait par les industriels anglais.

En juin 1931, suivant la Commission d'enquêtes, la situation de l'industrie cotonnière était des plus mauvaises, on comptait 11 millions et demi de broches et plus de 150.000 métiers totalement immobilisés, quant au reste de l'industrie, elle travaillait bien au-dessous de sa capacité normale.

La Commission arrivait à cette conclusion qu'il fallait ramener l'importance de l'outillage à celle du travail à exécuter; de plus, les différents moyens mis en œuvre jusqu'à présent n'ayant entraîné ni la suppression de la concurrence entre les industriels, ni la démolition du matériel en excédent, la Commission proposait un nouveau projet très hardi dont voici les points principaux :

— Un groupe de trois fideicommissaires nommés par le Gouvernement pour une durée de trois à cinq ans, aurait pour mission de racheter les machines textiles et les organisations industrielles aux vendeurs consentants.

— Les fonds nécessaires seraient fournis par l'industrie elle-même sous forme d'une contribution.

Ce plan se rapproche par certains côtés de celui imaginé par les chantiers navales pour arriver à la fermeture des chantiers inutiles. Il fut l'objet de nombreuses critiques de la part des industriels qui verraient ainsi leurs lourdes

charges s'élever encore du montant de la contribution. De plus, on opposait que bien peu d'industriels consentiraient à se laisser racheter; il est vrai que des objections bien plus puissantes se seraient levées si la vente eût été obligatoire.

A côté de ce projet de la Commission d'enquêtes de juin 1931, il est bon de signaler que dans le même ordre d'idée, avait été créée en 1929 la « Lancashire Cotton Corporation » à l'instigation du Parlement et avec l'appui de la Banque d'Angleterre. Les résultats acquis sont bien faibles et l'on est obligé de convenir, soit que sa fondation fut prématurée, soit que les moyens employés furent insuffisants. On constate toutefois une absorption de 107 usines.

Dans le domaine de la restriction volontaire, l'« Association des Filateurs de Coton Egyptien » semble aboutir à un résultat appréciable par l'adhésion de 88 p. 100 des producteurs à une certaine restriction de la production. Ces adhérents qui contrôlent 15 millions de broches ont travaillé pendant six semaines à 80 p. 100 de leur possibilité. C'est une période d'essais qui va être étudiée afin de prendre des mesures moins temporaires.

Des efforts également ont été fournis en vue de faire baisser les prix de revient, principalement par les filateurs du Lancashire. Ceux-ci ont essayé de faire accepter par leur personnel une augmentation du nombre d'heures de travail. A ce sujet, ils ont dénoncé en décembre 1931 l'accord de 1919 qui avait ramené la semaine de 55 à 48 heures, incités par leurs collègues du Yorkshire qui ont fait accepter 55 heures et demie de travail.

Les négociations furent longues, cette question des salaires étant particulièrement difficile à traiter. A l'expira-

tion du contrat de 1919, en décembre 1931, les rapports entre patrons et ouvriers ne furent plus déterminés que d'une façon précaire et par des accords journaliers. Les diverses réductions faites aux salaires ne furent consolidées qu'à la fin de 1932.

Voulant toujours modifier les conditions du travail, ces mêmes filateurs du Lancashire sont entrés en pourparlers pour qu'un seul ouvrier puisse conduire 6 métiers au lieu de 4. Discutée pendant très longtemps, cette question fut résolue dans un sens favorable à la fin de l'année 1932.

Grâce à ces conventions, les industriels voient leur coût de production baisser sensiblement et éprouvent un peu plus d'aisance dans leurs affaires.

Ainsi, après tous ces efforts effectués en vue d'un redressement de ces deux grandes industries de base, après les avantages que leur donne l'altération de la Livre, on peut considérer soit pour la laine, soit pour le coton, des perspectives meilleures. On peut espérer même que ces industriels pourront reprendre sur le marché mondial une meilleure place et ainsi redonner et conserver l'activité à ces deux grandes industries anglaises.

Houille.

Dès la chute de la Livre, l'industrie houillère envisage avec beaucoup de confiance l'avenir et elle est persuadée qu'une véritable reprise va avoir lieu.

On constate d'ailleurs, dès la fin du mois de septembre 1931 une augmentation des transactions et un accroissement des exportations. C'est ainsi que la production mensuelle si nous prenons la moyenne, arrive à 18. 247.000 tonnes en septembre et à 19.986.000 tonnes en octobre.

Mais dès le mois d'octobre, on n'obtient pas tout ce

que l'on désirait et c'est le commencement d'une certaine déception qui ne voit qu'un arrêt du déclin de la production houillère plutôt qu'une franche reprise.

La raison de cet arrêt, c'est que les pays étrangers se défendent tout de suite contre les exportations anglaises de charbon en élevant immédiatement leurs droits et en contingentant les importations.

C'est la France d'abord, qui réduit son contingent, puis inflige une surtaxe de change de 15 p. 100 aux produits anglais. Puis c'est la Belgique, l'Italie, l'Allemagne, ce qui fait que les exportations anglaises vont être arrêtées. On constate en effet, une baisse de 400.000 tonnes sur les exportations d'octobre.

Il semble que cette situation va s'améliorer car en décembre, la production mensuelle passe à 19.987.000 tonnes. Mais il n'en est rien et l'année 1932 voit une réduction des contingents français et allemands. L'Italie élève une taxe de 2 livres, 50 par tonne, par contre la France retire sa surtaxe de 15 p. 100 qui soulage un peu le commerce extérieur anglais.

Malgré tout, on ne constate pas l'accroissement de la production qui était prévu, voici la production mensuelle en milliers de tonnes :

Septembre 1931	18.247
Octobre	19.986
Novembre	18.880
Décembre	19.987
Janvier 1932	18.973
Février	18.815
Mars	19.091

puis c'est la baisse qui donne à l'année 1932 une moyenne mensuelle de 17.717, contre 18.582 pour l'année 1931.

En somme, on constate une influence presque nulle de

l'altération de la livre, s'il y a eu accroissement de la demande intérieure, la demande extérieure est restée stationnaire en raison de la défense des autres pays.

Ainsi, cette petite amélioration n'a pas été suffisante pour changer la situation de l'industrie charbonnière.

Sidérurgie.

La fin de l'année 1931 voit une reprise d'activité de l'industrie sidérurgique. Alors qu'en septembre il n'y avait que 62 haut-fourneaux allumés, on en trouve 66 à la fin du mois d'octobre, 70 en décembre et 76 en janvier 1932, ce qui semble être un record car dès février nous n'en trouvons plus que 71.

C'est donc une certaine reprise des affaires, il semble que l'atmosphère soit meilleure, d'importants marchés intérieurs sont conclus. C'est un petit indice qui malheureusement ne dure pas.

La production mensuelle de la fonte et de l'acier s'est pourtant légèrement relevée.

PRODUCTION DE LA FONTE (milliers tonnes).		PRODUCTION DE L'ACIER (1.000 tonnes).	
1929.	643	1929.	816
1930.	524	1930.	620
1931.	318	1931.	438
Août 1931.	280	Août 1931.	363
Septembre.	252	Septembre.	407
Octobre.	289	Octobre.	465
Novembre.	301	Novembre.	467
Décembre.	336	Décembre.	429
Janvier 1932.	335	Janvier 1932.	437
Février.	329	Février.	488
Mars.	341	Mars.	470
Août.	264	Août.	367
Octobre.	280	Octobre.	447
Novembre.	272	Novembre.	481
1932.	303	1932.	445

Ainsi dans cette industrie-mère qui en alimente beaucoup d'autres, comme les constructions navales, automobiles, chemins de fer, bâtiments, on constate que la dévaluation de la Livre a, plutôt stimulé la consommation en fonte et acier. C'est ainsi à une reprise des marchés intérieurs que la chute du 21 septembre a contribué.

La reprise des affaires est donc loin d'être aussi nette dans ces deux grosses industries que pour celles de la laine et du coton. Il semble que la raison principale en est que les deux premières n'ont pas effectué les efforts sérieux des deux autres au point de vue de la réorganisation et de l'abaissement du prix de revient, malgré les essais qui furent entrepris. Notons toutefois que des perfectionnements remarquables ont été apportés à l'outillage métallurgique et aussi un commencement de concentration dans l'industrie charbonnière par la fermeture de 600 puits de mine qui n'étaient pas suffisamment « payants ». Toutefois, ces efforts sont encore trop individuels, et de plus, disons à la décharge des industriels qu'ils furent particulièrement gênés par les mesures douanières étrangères, mesures qui n'étaient que la conséquence naturelle de l'altération de la Livre.

Constructions navales.

Dans cette importante industrie anglaise on fut également optimiste et l'on espéra dès la chute du sterling, une reprise des constructions navales. C'était en effet, une des industries les plus touchées par la crise mondiale, l'année 1931 entre autres avait été une des plus mauvaises. Selon le « Lloyd's Register » voici quelle avait été l'activité des chantiers en comparaison avec l'année 1930.

Il avait été lancé 146 navires jaugeant 466.000 tonnes,

alors qu'en 1930 on notait 479 navires avec 1.488.000 tonnes. C'est une chute à peine croyable. De tous les pays étrangers, l'Angleterre était la plus durement touchée, aussi de 60 à 70 p. 100 des effectifs ouvriers des chantiers chômaient.

La chute de la Livre suivie de son altération fut alors très favorablement interprétée, et dès le quatrième trimestre 1931, les carnets de commandes des constructeurs attestent une sérieuse amélioration sur les trimestres précédents.

Alors que le 2 ^e trimestre avait				
reçu commande de	25 navires	jaugeant	23.000	tonneaux.
Le 3 ^e trimestre avait reçu com-				
mande de	25	—	—	38.000 —
Le 4 ^e trimestre enregistre la				
commande de	37	—	—	104.000 —

C'est donc un indice très favorable qui autorise l'optimisme du moment, mais cela n'allait pas durer et malheureusement l'année 1932 va apporter un autre son de cloche.

Selon la statistique de février 1933 du « Lloyds' Register » on ne compte pour l'année 1932 que 100 navires jaugeant 187. 794 tonneaux. De plus, la part de l'Angleterre pour les constructions mondiales diminue de plus en plus. Alors qu'en 1913 elle était de près de 60 p. 100, elle passe successivement :

1913	58	p. 100
1930	51	—
1931	31	—
1932	25,8	—

C'est le déclin continu, on est obligé de le constater.

Là encore, nous ne rencontrons pas des effets favorables de la baisse du sterling. Pourtant, sur les 100 navires construits en 1932, près d'un tiers le fut pour le compte de

l'étranger : 58. 522 tonneaux dont 17.000 pour la France. Nous pensons que c'est là un effet de l'altération de la Livre qui a favorisé ainsi les commandes étrangères aux chantiers anglais.

Ainsi donc l'influence de l'altération de la Livre sur les principales industries anglaises n'est pas une influence très sensible. La laine et le coton surtout en ont profité, relèvement dû à des efforts réels accomplis pour améliorer leur organisation. Partout on a pu constater une défense des autres pays contre la prime donnée à la Livre. Ce n'est pas, croyons-nous, un stimulant monétaire qui peut changer d'une façon durable le mauvais état de la production et du commerce d'un pays.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES DE L'ALTÉRATION DE LA LIVRE SUR LES EXPORTATIONS

Dès la chute de la Livre on s'attendait à une reprise sérieuse des exportations et tout le monde était d'avis que la baisse du sterling allait les favoriser. Or il semble que jusqu'à présent on ne peut noter une sensible amélioration de la balance du commerce, bien au contraire.

Si nous faisons abstraction de la balance invisible que nous examinerons tout à l'heure, nous constatons dès le premier mois qui suivit la chute aucune amélioration, c'est ainsi que par rapport au mois d'octobre 1930, les importations auront diminué de 10.172.000 £, c'est-à-dire de 11 p. 100 avec 80.685.000 £ ; les exportations subiront une baisse de 30 p. 100 avec 14 millions de Livres de moins. La balance du commerce se traduit ainsi par un déficit de 42.600.000 £.

Mais il semble qu'il soit prématuré de vouloir mesurer d'après les résultats d'un seul mois l'influence que la crise du sterling peut exercer sur les échanges extérieurs britanniques. Ce mois d'octobre est peut-être trop rapproché de la chute de la Livre et les effets économiques ne sont enregistrés dans les statistiques qu'avec un certain retardement. On s'attendait par contre à une amélioration réelle dans les chiffres publiés par le Board of Trade pour le mois de décembre, mais on ne peut noter encore qu'une

petite tendance à l'augmentation pour les exportations, les importations diminuant de 6 millions de Livres sur les mois précédent.

Le véritable point noir de la balance commerciale anglaise c'est la grosse diminution dans les exportations de produits manufacturés, diminution très forte en 1931 et qui s'accroît encore pour 1932. On est ainsi obligé de constater le peu d'influence que la dévaluation de la Livre semble avoir eu sur les échanges, influence qui aura naturellement tendance avec le temps à être de moins en moins favorable.

La proportion des exportations aux importations n'a fait que baisser régulièrement, partant de 58 p. 100 en janvier 1931 pour arriver à 50 p. 100 en décembre, après avoir passé à 45 p. 100 en novembre. On constate bien un relèvement pour l'année 1932, puisque nous sommes à la fin de cette année 1932 à 60 p. 100, mais on est encore loin des 80 et 82 p. 100 d'avant-guerre. Cette reprise de fin 1932 est surtout due à une baisse des importations par l'application des nouveaux tarifs anglais, ce qui fait monter d'autant la proportion des exportations. Celles-ci au contraire s'avèrent plus faibles encore qu'en 1931. Si nous prenons en effet l'année 1924 qui fut considérée Outre-Manche comme une année normale, nous pouvons constater une baisse plus forte en 1932 qu'en 1931. Ainsi :

	1931	1932
Pour les matières premières :		
baisse de.	56 p. 100	59,4 p. 100.
(Charbon pour les 3/4).		
Pour les objets manufacturés .	54 —	57 —
Pour les objets d'alimentation.	37 —	43 —

Enfin sur l'ensemble des exportations on arrive en 1931 à une baisse de 52 p. 100 sur 1924 et en 1932 à 55 p. 100.

Mais pour pouvoir comparer utilement, il faudrait encore tenir compte de l'altération de la Livre sterling en 1932, altération d'environ 25 p. 100. C'est donc une diminution de 25 p. 100 qu'il faudrait faire subir aux exportations de 1932 pour les rendre comparables à celles de 1924.

Il est vrai qu'il existe, comme nous l'avons dit dans la première partie de notre travail, des exportations « invisibles » susceptibles de redresser la balance du commerce. Ce sont différentes sortes de revenus provenant soit des frets maritimes, des placements à l'étranger, soit d'autres services. Du moins, puissions-nous espérer un redressement de la balance du commerce par ces exportations dites invisibles. Voici à ce sujet les chiffres du « Board of Trade ».

Exportations invisibles en millions de livres.

	1931	1932
Excédents des paiements reçus de l'étranger .	46	7
Frets maritimes.	75	65
Placements à l'étranger	170	150
Assurances maritimes et commissions. . . .	30	25
Autres services	45	47
Totaux	306	264

Mais le déficit de la balance commerciale est trop lourd pour pouvoir être absorbé complètement et nous restons encore avec un déficit de 25 millions de Livre pour 1932. Cette situation est bien loin d'être satisfaisante, pourtant elle s'est singulièrement améliorée sur l'année 1931 qui voyait 105 millions de déficit, mais elle est encore loin des 28 millions d'excédent de 1930.

Ainsi on est obligé de reconnaître que la nouvelle politique monétaire anglaise n'a pas eu une influence très sensible.

La légère diminution des importations ne doit pas être considérée comme extraordinaire, les importations d'octobre et novembre ayant été très fortes, les stocks n'avaient pas eu le temps d'être liquidés.

Quant aux exportations, peu de changement. Le mois de décembre qui marque une augmentation s'explique par la coutume, qui fait que ce mois est toujours légèrement favorisé.

Mais on ne trouve pas dans les chiffres publiés la marque que les expéditions d'objets manufacturés aient subi une impulsion quelconque malgré la diminution de la Livre. On s'attendait à un résultat beaucoup plus notable. Que s'est-il donc produit ?

La raison que l'on peut donner semble-t-il, c'est que les avantages résultant de la nouvelle politique monétaire ont été affaiblis, même annulés par les conséquences mêmes de cette chute dans les autres pays. En effet, de nombreux pays ont subi directement le contrecoup de la dépréciation par une chute de leur monnaie. Ces pays qui étaient de bons clients de l'Angleterre ont dû se restreindre pour ne pas avilir leur change et en même temps ils se sont trouvés ne plus disposer à Londres des mêmes soldes créditeurs qu'autrefois, par suite des difficultés pour écouler en Angleterre les mêmes quantités de produits.

Quant aux pays qui ne se trouvaient pas dans le cas d'être affectés directement dans leur monnaie par l'altération du sterling, ils ont dû se protéger contre une affluence trop grande d'exportations anglaises et imposer des droits qui ont contrebalancé la baisse de la Livre. Ainsi la France en contingentant les charbons anglais et en élevant une surtaxe de 15 p. 100 jusqu'en février 1932 ; ainsi l'Italie, l'Allemagne.

Une autre influence défavorable c'est la situation mondiale actuelle, et il semble bien que cette situation ne se rétablira pas définitivement tant que persisteront les incertitudes économiques et financières qui sévissent actuellement dans de nombreux pays.

Ainsi donc, nous constatons que cet autre effet attendu de l'altération de la Livre, à savoir l'augmentation des exportations ne s'est pas produit. Que faut-il en conclure ? Simplement que la crise actuelle, si différente des précédentes, met en œuvre, sous son double aspect à la fois économique et financier, une foule d'éléments contradictoires qui se neutralisent les uns les autres et empêchent le libre jeu des lois économiques normales.

Les faits sont là pour nous prouver qu'une dévalorisation monétaire n'est pas toujours une opération aussi avantageuse qu'on pourrait le croire.

CHAPITRE III

UNE AUTRE CONSÉQUENCE DE LA CHUTE DE LA LIVRE : LA POLITIQUE PROTECTIONNISTE

Une conséquence extrêmement importante de la chute de la Livre, c'est ce changement qui s'effectue dans la politique traditionnelle anglaise. Le libre-échange anglais n'est plus, et c'est M. Neville Chamberlain qui fait aboutir la politique protectionniste, politique qui, vingt-trois ans avant, avait été la cause de l'échec de son père (Joseph Chamberlain). C'est une transformation capitale de l'économie anglaise qui passe au protectionnisme, non par goût, mais par nécessité semble-t-il. Ainsi pour se défendre, le Gouvernement qui compte des libres-échangistes parmi ses membres, confie aux tarifs douaniers, la défense de l'économie nationale.

C'est le 4 février 1932, que le Chancelier de l'Échiquier, M. Neville Chamberlain soumet aux Communes un tarif douanier. La base de ce nouveau tarif c'est un droit « ad valorem » de 10 p. 100 sur tous les produits importés (sauf certains qui sont énumérés par la loi). En plus de ce droit général, on autorise le Trésor à imposer des droits supplémentaires après consultation des départements intéressés, sur les articles de luxe, et sur les articles produits ou susceptibles de l'être par la Grande-Bretagne.

C'est une barrière puissante qu'on élève contre les im-

portations étrangères, sans atteindre les importations des Dominions qui feront l'objet de la Conférence d'Ottawa de juillet 1932..

Le Chancelier en faisant adopter ce nouveau régime, avait exposé les buts qu'il se proposait d'atteindre.

— Avant tout, nous désirons corriger la balance commerciale en diminuant nos importations et en stimulant nos exportations.

— Puis nous désirons renforcer les finances du pays, en trouvant de nouvelles recettes par des méthodes qui ne feront pas peser un fardeau trop lourd.

— Nous nous proposons par un système de protection modérée, scientifiquement ajusté aux besoins de l'industrie et de l'agriculture, de transférer à nos usines et à nos campagnes le travail qui est aujourd'hui fait ailleurs et ainsi de diminuer le chômage de la seule façon satisfaisante possible.

— Nous espérons, par une judicieuse application de ce système de protection, donner à notre nation le moyen et l'encouragement qui lui permettront de rendre ces méthodes de production et de distribution plus efficaces.

— Nous avons également l'intention d'en faire usage pour négocier avec les pays étrangers, qui jusqu'ici n'ont guère tenu compte de nos suggestions, et en même temps nous pensons qu'il est prudent de nous armer avec un instrument qui sera au moins aussi efficace que ceux qui peuvent être employés contre nous sur les marchés étrangers.

— Enfin et surtout nous allons saisir l'occasion d'offrir aux autres parties de l'Empire des avantages en échange de ceux qu'ils nous font en ce moment ou peuvent être disposés à nous faire dans un avenir prochain.

Nous voyons que le Chancelier ne doute pas un instant des effets bienfaisants des tarifs douaniers, qu'il en attend tout ce qu'ils peuvent donner, principalement une diminution des importations avec une augmentation des recettes comme corollaire.

Voyons quelle est l'opinion des grands banquiers de Londres sur ces tarifs.

Sir *Harry Goshen* essaie de justifier les nouvelles taxes douanières.

« Par des dispositions anti-dumping nous avons dans une
« certaine mesure délivré notre industrie du cauchemar
« de la concurrence déloyale et maintenant nous tenons
« dans nos mains une arme qui, si elle est sagement utilisée,
« pourra rendre de bons services en réduisant la hauteur
« des murs douaniers étrangers, obstacles au progrès de
« notre industrie et causes de paralysie pour le commerce
« du monde entier. »

Mais la tradition britannique reste encore vivace chez d'autres qui demeurent inquiets de l'essor du protectionisme, tout en rejetant sur autrui les responsabilités.

« Bien qu'un système douanier puisse être considéré
« comme inévitable en Grande-Bretagne pour un long
« temps à venir, il faut prendre garde en l'établissant et
« surveiller avec soin ses conséquences, car une utilisation
« sans discernement nous causerait un dommage considérable. » (*Goodnough*).

« Nous avons été contraints, dit *M. Rupert Beckett*, de
« créer des droits de douane pour protéger nos industries
« nationales. Cependant, il convient de se souvenir que les
« importations d'un pays sont les exportations de l'autre,
« et restreindre les premières c'est restreindre les secondes.
« Si ce système est poussé à l'extrême, le commerce inter-

« national sera menacé d'extinction. Toute diminution
« d'exportation accroît les difficultés que rencontre un
« pays pour obtenir le moyen de faire face à ses obligations
« extérieures, chaque gouvernement ou presque, a été
« obligé de tisser une toile de restrictions concernant les
« échanges et celles-ci à leur tour ajoutent de nouvelles
« entraves au commerce. »

Quant à *Sir Walter Layton*, il estime que « si tout le
« monde essaie d'assurer l'équilibre du commerce en arrê-
« tant les importations, il est certain qu'on y réussira.
« Tout sera équilibré à zéro. »

Ainsi donc, nous voyons bien que dès le début de son application le régime protectionniste n'est admis qu'avec beaucoup de réserves. On l'admet comme une nécessité qui a été dictée par les autres pays à l'Angleterre.

Il sera d'ailleurs instructif de rapprocher à la fin du chapitre l'opinion de ces mêmes banquiers sur les effets du régime pendant l'année 1932. Nous pensons que les effets attendus seront loin d'être réalisés. Au contraire, la suite inévitable du protectionnisme va arriver avec ses représailles et ses guerres de tarifs. La France qui est particulièrement visée et frappée, surtout par l'ordonnance relative aux produits agricoles, va réagir. L'Angleterre répond par une très vive campagne en faveur des achats de produits nationaux, le *buy british*.

M. *Beaumont-Pease* critique avec raison toutes ces tentatives. C'est d'autant plus critiquable, pensons-nous, que l'Angleterre, plus qu'aucun autre pays, a besoin des produits étrangers, qu'elle ne peut pas vivre des produits de son sol.

Mais le protectionnisme va ouvrir de nouvelles possibilités, comme le disait M. Chamberlain, la voie devient

libre pour les tentatives d'entente économique entre les membres de l'Empire. C'est la possibilité de faire une situation privilégiée aux produits des Dominions. Avec la disparition du libre-échange, il n'y a plus d'obstacle de principe, mais seulement des obstacles pratiques occasionnés par les divergences des intérêts économiques des différentes parties de l'Empire. Pour surmonter ces obstacles, l'Angleterre est résolue à accorder sur son marché des droits préférentiels à ses Dominions pour autant qu'ils soient compatibles avec d'autres intérêts vitaux de Londres.

C'est en vue de cette entente économique entre les membres de l'Empire qu'a été décidée la conférence d'Ottawa pour le mois de juillet 1932. L'Angleterre a placé beaucoup d'espoir dans cette conférence, elle a même refusé de conclure des accords économiques avec les autres pays avant Ottawa, notamment les suggestions des Pays Scandinaves reçues favorablement à Londres, mais ne pouvant faire l'objet de négociations concrètes qu'après la conférence d'Ottawa.

Les Accords furent signés le 20 août 1932, et c'est M. Chamberlain qui les présenta à la Chambre des Communes. Il a déclaré que le vote des Bill des droits de douane adoptés par la Conférence inaugurerait le départ d'une période de recrudescence de prospérité pour l'ensemble de l'Empire. C'est à son avis le plus grand effort qui pouvait être fait par l'Empire en vue de la restauration de la prospérité économique du monde. Il espère que les citoyens du Royaume-Uni et ceux des Dominions examineront la nouvelle situation économique avec une grande largeur de vue ; au point de vue de l'avenir il est convaincu que les Accords auront d'excellentes

conséquences pour le pays et par extension pour le monde entier.

Si nous considérons ces Accords d'Ottawa, nous voyons tout desuite que les relations inter-impériales se trouvent considérablement resserrées. Un exemple frappant, c'est celui de l'Inde qui renonce pour la première fois à ses tendances nationales pour reconnaître les avantages d'une union nette avec le reste de l'Empire. Nous voyons également que les Accords portent le germe d'un développement du commerce entre le Canada et l'Australie.

Quels furent les effets de cette Conférence sur le développement du commerce inter-impérial ? Bien qu'il soit trop tôt pour en mesurer les conséquences, nous allons voir qu'en Angleterre bon nombre d'économistes craignent le nouvel essor qui vient d'être donné au régime protectionniste.

M. Chamberlain reconnaît bien qu'au début, l'Angleterre ne profitera guère des Accords, qu'elle n'en profitera qu'après les Dominions et par contrecoup. Mais les gros producteurs, soit agricoles, soit industriels se plaignent déjà de la course folle qui s'est engagée vers l'élévation des tarifs douaniers. Ils eussent voulu que la Conférence d'Ottawa puisse donner au monde un exemple salulaire en faisant un pas vers la diminution des tarifs, en reprenant les anciennes tendances libres-échangistes anglaises. Or, nous constatons le contraire et rien ne marque dans les Accords un changement de politique des Dominions qui sont depuis quelques années à la tête du mouvement protectionniste. Si les tarifs sont parfois abaissés c'est en faveur de l'Angleterre ou des autres membres de l'Empire, mais non en faveur des pays étrangers. Bien plus, on trouve même nombre de cas où pour laisser une marge préfé-

rentielle à l'Angleterre on élève encore les tarifs généraux. Tendance qui est aggravée par une clause interdisant de modifier les arrangements actuels pendant cinq ans. Cette clause est certainement avantageuse aux Dominions qui sont plus vendeurs qu'acheteurs, par contre on la juge fort préjudiciable pour l'Angleterre qui se voit liée dans la zone européenne.

Par les Accords d'Ottawa, le Royaume-Uni se trouve engagé d'acheter une quantité plus importante de certains produits des Dominions, et par là même il se trouve amené à restreindre les achats de produits similaires qu'il faisait à l'étranger. Ainsi, certains producteurs étrangers vont perdre un client, mais surtout ils n'auront plus à Londres des balances créditrices aussi importantes que par le passé et ils ne pourront plus acheter sur ce marché des quantités aussi importantes d'articles anglais. Un vieux client de l'Angleterre, le Danemark, dont la monnaie est pratiquement liée au sterling et qui trouvait en Angleterre un très vaste débouché pour sa production agricole (beurre, œufs, jambon, lard, etc...) va voir ce marché se fermer du jour au lendemain. Il va s'en ressentir violemment et il ne pourra plus continuer à se fournir comme par le passé de produits industriels anglais. Cet exemple typique n'est d'ailleurs pas unique.

Dans le domaine des produits alimentaires, l'importance des achats à l'étranger dépassait largement celle des achats faits aux Dominions malgré les traitements préférentiels déjà en vigueur, en faveur de ces derniers. Ainsi une des conséquences d'Ottawa aura été d'obliger le Royaume-Uni, pour lui permettre d'assurer un plus large marché aux produits des Dominions, à relever sensiblement son tarif général sur nombre de produits alimentaires et de fruits.

Malgré tout, on doit reconnaître que le développement des relations inter-impériales aura à la longue une influence avantageuse pour l'Angleterre. Les Dominions vendant plus facilement leurs produits verront le pouvoir d'achat de leurs population s'accroître et ce pouvoir d'achat s'exercer toujours dans une plus large mesure en faveur des produits anglais.

Il n'est donc guère possible de mesurer à l'heure actuelle les effets d'un tel régime. C'est d'autant plus difficile que l'état du change anglais et des Dominions viennent fausser dans une certaine mesure le jeu des échanges.

Toutefois, on est en droit de penser que le change ne saurait rester indéfiniment dans sa situation transitoire actuelle.

Voilà donc le régime nettement protectionniste adopté par l'Angleterre en 1932. Nous avons vu dans le chapitre précédent que la situation commerciale anglaise ne s'était guère améliorée, aussi si nous prenons encore une fois l'opinion des présidents des « Big Five », nous voyons que la plupart reconnaissent la nécessité de revenir à un régime plus libéral. Il nous semble permis de tenir compte de ces opinions, car elles reflètent l'état d'esprit des hommes d'affaires anglais en matière économique et financière.

C'est ainsi que M. *Rupert Beckett* ne croit pas que la dépression mondiale puisse cesser tant que l'on n'aura pas écarté les obstacles au commerce international. Il désire que les futurs accords internationaux puissent ouvrir une voie plus large au commerce extérieur. Quant aux industries britanniques il constate que certaines d'entre elles se sont mises au niveau de leurs concurrents étrangers, ce qui implique l'inutilité de la protection pour ces industries.

M. *Goodenough* estime qu'un pays créancier ne doit pas fermer ses frontières aux marchandises des pays étrangers. Il essaye d'expliquer l'attitude de l'Angleterre qui fut obligée, pense-t-il, d'adopter la politique protectionniste par les autres pays. Il espère un retour à la liberté des échanges lorsque sera terminée la crise actuelle.

M. *J. Beaumont* émet lui aussi cette opinion simple et pourtant tant combattue que pour vendre ses produits, un pays est obligé d'en acheter aux autres.

D'après les banquiers anglais, cette voie du protectionnisme n'a été prise que pour un certain temps, pour se défendre, semble-t-il. Mais l'Angleterre devra la quitter dès que la crise mondiale sera terminée si elle veut conserver son rôle de créancier du monde.

Ce revirement dans l'opinion publique anglaise n'est-il pas aussi l'indice que le régime nouveau adopté en 1932 n'a pas donné ce qu'on en attendait. Il semble que si, et c'est de là qu'est venu le désir d'un régime plus libéral dans les échanges.

TITRE DEUXIÈME

LES CONSÉQUENCES DE LA CHUTE DE LA LIVRE A L'ÉTRANGER

La chute de la Livre a eu dans tous les pays des effets plus ou moins importants selon que ces pays étaient en relations plus ou moins étroites avec l'Angleterre. Certains qui avaient la devise anglaise à la base de leur régime monétaire se sont vus dans l'obligation de suspendre leur étalon-or. D'autres, sans aller jusqu'à cette extrémité se sont contentés de régler rigoureusement le commerce des devises, ainsi l'Allemagne, l'Italie, les pays de l'Europe Centrale. Enfin certains pays, comme la France, la Belgique, les États-Unis, la Suisse, tout en subissant sur leur économie les effets directs de la chute du sterling, n'ont pas crû devoir prendre de mesures spéciales visant la défense de leur monnaie.

Ainsi nous voyons que cette décision de l'Angleterre d'abandonner son étalon-or, peut être comparée à un véritable tremblement de terre qui aurait secoué durement tous les pays du monde.

CHAPITRE I

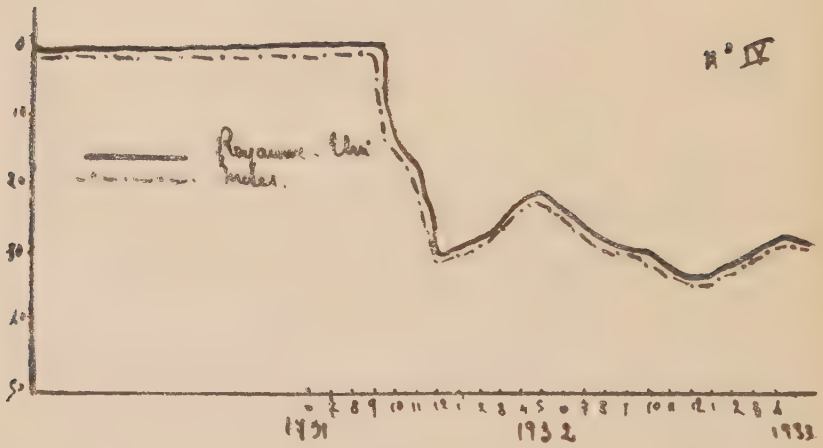
CONSÉQUENCES DANS LES PAYS QUI FURENT OBLIGÉS DE SUSPENDRE LEUR ÉTALON-OR

A. — DANS LES DOMINIONS

Par leurs relations très étroites avec la Grande-Bretagne, les Dominions étaient les premiers à subir les contre-coups de la chute de la Livre, aussi presque tous ont-ils suivi l'Angleterre dans cette voie.

Les Indes.

En 1931, l'Inde souffrait dans une large mesure des conséquences de la crise mondiale. La baisse générale des prix des matières premières avait affecté très sensiblement son commerce d'exportation, de plus, l'incertitude politique, le manque de confiance en la stabilité financière, causaient de nombreuses exportations de capitaux. La suspension de la Livre britannique arrivait donc sur un état déplorable des finances, sur un commerce en baisse; il était urgent pour le Gouvernement des Indes de prendre une décision pour protéger la roupie devenue très vulnérable. L'Inde ne pouvait songer, après le 21 septembre, à rester attachée à l'étalon-or, sa situation économique générale et l'état précaire de ses finances le lui interdisaient. En effet, le maintien de cet étalon aurait entraîné une importante déflation à l'intérieur, aurait diminué l'esprit d'entreprise



Graphique n° IV.

qui était déjà bien bas et aurait obligé le Gouvernement à d'importants mouvements financiers alors qu'il n'en possédait pas les moyens nécessaires et n'aurait pu les acquérir que difficilement.

Devant cet état de choses, l'Inde suspendait son étalon-or le même jour que l'Angleterre, le 21 septembre 1931, toutefois cette suspension ne fut pas pure et simple. On a décidé en effet, de rattacher la roupie à la Livre anglaise pour éviter les méfaits de la spéculation, en conservant à la roupie sa valeur de 1 sh. 6 d.

De cette façon, la roupie est devenue étroitement solidaire de la Livre et peut profiter des mesures prises à Londres en faveur du sterling pour éviter des cours trop dangereux.

Pour donner une valeur pratique à cette décision, un assainissement des finances fut nécessaire ; l'exercice budgétaire 1930-1931 motivait des mesures sévères avec un déficit de 13 crores (1 crore = 10.000.000 roupies).

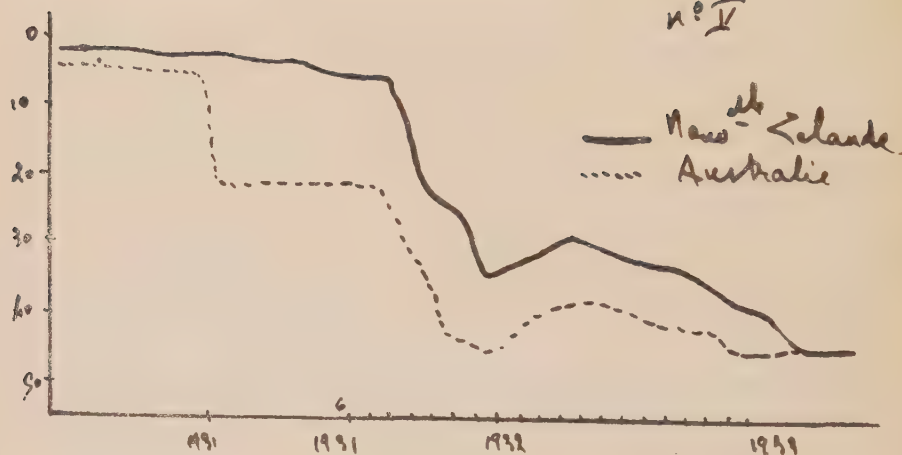
Par la suite, on peut constater que la roupie jusqu'à présent, a suivi les cours de la Livre sterling, comme l'indique le graphique.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Au moment de la chute anglaise, les monnaies de ces deux Dominions étaient déjà dépréciées, la livre australienne perdait 30 p. 100 sur sa parité-or, et la livre néo-zélandaise 13 p. 100.

Leur organisation financière qui avait été insuffisante pour éviter l'avilissement de leur monnaie, les obligeait de suivre la métropole. La Nouvelle-Zélande d'ailleurs n'avait pas rétabli, officiellement du moins, son étalon-or depuis la guerre.

n° V



Graphique n° V.

La suspension de la Livre présente de sérieux avantages pour les Dominions car l'Angleterre achète 70 p. 100 des produits néo-zélandais et 40 p. 100 des produits australiens. Dès la chute de la Livre, les cours de leurs exportations se sont relevés sensiblement et cela, sans contre-partie du côté des frais de production qui demeurent stables.

Mais ces deux Dominions vont se trouver désavantagés pour les importations de provenance étrangère qu'ils auront à faire. Il faut dire tout de suite que ces importations sont la minorité, et que du même coup les importations anglaises qui étaient la majorité vont se développer encore. Ainsi les deux Dominions n'auront pas à souffrir d'une augmentation des prix étrangers.

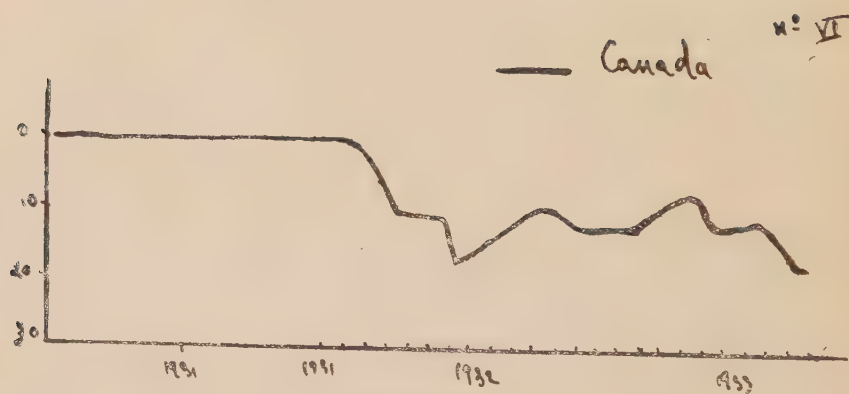
Le Canada.

Il semble que le Canada n'eût pas dû se ressentir trop durement de la chute de la Livre anglaise, car il n'en dépend que d'une manière relative, ayant une monnaie propre, garantie par un système bancaire et une encaisse-or.

Le Dollar canadien a pourtant subi dans une certaine mesure le contre-coup de la baisse du sterling. Pour éviter de voir fondre sa réserve-or au profit des États-Unis et de voir aussi drainer sa production d'or qui est très importante (1 million de dollars par semaine), le Gouvernement canadien a pris un décret réglementant les exportation d'or.

Cette mesure signifie, à peu de chose près, l'abandon de l'étalon-or, mais le Gouvernement se défend d'une telle mesure, et il fait remarquer que le Canada entend se libérer en or de ses obligations stipulées sur cette base. C'est ainsi qu'il continue à payer ses dettes américaines.

Le Canada veut maintenir sa réserve, à tout prix, de



Graphique n° VI.

manière à ce que la circulation intérieure ne soit atteinte en aucune façon.

En fait, le dollar canadien après avoir perdu 10 p. 100 de sa valeur s'est à peu près maintenu.

L'Union Sud-Africaine.

L'abandon de l'étalon-or par l'Angleterre en septembre 1931 posa au Gouvernement de l'Union la question de savoir s'il valait mieux demeurer fidèle à cet étalon-or ou rattacher l'unité monétaire sud-africaine à la Livre sterling.

Le Gouvernement décida le maintien de l'étalon-or et ce fut une lutte fort vive entre le ministère nationaliste et le parti sud-africain. Le Gouvernement éprouvait une certaine fiereté au lendemain de l'abandon par l'Angleterre, à prononcer que l'Union demeurerait fidèle à l'or. Il était heureux de témoigner ainsi que dans le domaine financier comme dans le domaine économique, il pouvait avoir une politique indépendante. De plus, il eût semblé anormal que le pays qui fournit plus de la moitié de la production du métal jaune dût abandonner l'or.

Sans doute, le déficit qui avait fait son apparition dans le budget 1930-1931, prouvait que l'Afrique du Sud n'était pas à l'abri de la crise, mais la dépression était encore peu importante.

Quelles furent les conséquences de ce maintien de l'étalon-or. D'abord, gros avantage pour le Gouvernement qui va bénéficier, par suite de la baisse de la Livre, d'une prime importante pour le service de sa dette extérieure (1 million 1/2 £).

Mais à côté de cette conséquence avantageuse, on arriva bien vite à éprouver des embarras pour assurer les besoins

du change. L'Union n'avait de relations financières directes qu'avec Londres et les banques y conservaient des réserves importantes pour leur besoin, d'où pertes assez considérables par l'altération de la Livre. Après quelques jours, les banques durent se mettre en relation directe avec les places restées fidèles à l'étalon-or : New-York, Amsterdam, Paris.

Une autre conséquence, plus sérieuse celle-là, ce fut la baisse des prix que subirent les exportateurs sur le marché anglais qui était leur principal marché pour le maïs, la laine, les fruits. Ils éprouvent d'autant plus de difficultés qu'au début d'octobre, la Rhodésie du sud et la Rhodésie septentrionale abandonnent l'étalon-or. Ainsi se trouvait fermée la presque totalité des marchés de l'Union.

Devant une telle situation, le Gouvernement fut sévèrement critiqué par le parti Sud-Africain et les Paysans. La critique devint si persuasive qu'on arriva à douter de la possibilité pour le Gouvernement de conserver sa politique, et ce fut tout de suite l'exportation des capitaux qui s'accrût sans cesse. Devant une telle situation et devant les divergences qui s'accusaient dans le Cabinet quant à l'opportunité de continuer cette politique, le Gouvernement de l'Union abandonnait l'étalon-or le 28 décembre 1932. Aussitôt après l'abandon, la Livre sud-africaine baissait pour s'établir au niveau du sterling à la fin du mois de janvier 1933.

B. — CONSÉQUENCES DE LA CHUTE DE LA LIVRE DANS LES PAYS SCANDINAVES

Du fait de la crise économique mondiale, ces pays se trouvaient dans de sérieux embarras, mais les difficultés

s'accrurent encore le jour où l'Angleterre abandonnait l'étalon-or, car les relations commerciales qui unissaient les Pays Scandinaves à la Grande-Bretagne avaient toujours été très étroites. Aussi peu de temps après la décision de l'Angleterre, soit la Suède, soit la Norvège ou le Danemark, ces pays se trouvaient dans l'obligation de suivre le mouvement.

Suède.

Les relations commerciales de la Suède avec la Grande-Bretagne étaient extrêmement développées, ainsi pour l'année 1930, voici le tableau de son commerce extérieur.

	Exportations. (en millions de couronnes.)	Importations. (en millions de couronnes.)
Grande Bretagne.	401	263
Allemagne.	224	533
États-Unis.	161	229
Danemark	108	107
Norvège.	95	52
France	93	56
	1.549	1.663

Ainsi, environ 50 p. 100 des exportations suédoises vont en Angleterre, Allemagne, États-Unis, et ces trois pays fournissent 60 p. 100 des importations.

La décision de l'Angleterre eut des répercussions immédiates en Suède. Pour ne pas abandonner l'or et résister à la poussée, un emprunt fut tenté à l'étranger; malgré des finances saines, l'emprunt ne réussit pas.

Dès lors, ce fut la panique des déposants étrangers et la nervosité grandissante du pays se traduisant par des retraits d'or à la banque. Les réserves de la Banque Nationale de 295 millions au 30 juin 1931 étaient à 35 millions au 27 septembre de la même année. L'encaisse-or se rédui-

sait à 30 millions le 21 septembre. Entre temps, la réserve de change étranger s'était volatilisée.

Devant de tels faits, les autorités durent suivre l'Angleterre et le 27 septembre, un décret royal libérait la Banque de Suède de l'obligation de rembourser ses billets en or jusqu'au 30 novembre 1931. Le décret interdisait aussi toute exportation d'or sauf pour le compte de la Banque de Suède ou d'une Banque centrale étrangère.

Pour prévenir l'inflation, la Banque de Suède élève son taux d'escompte qui était déjà à 6 p. 100, elle le porte à 8 p. 100. Elle devait le ramener de nouveau à 6 p. 100 le 19 octobre 1931.

Quels furent les effets de la suspension de l'étalon-or sur la production et les échanges de la Suède ?

Là, comme en Angleterre, cet abandon n'a guère favorisé les exportations nationales. Une des raisons principales c'est toujours cette aggravation de la dépression dans les pays à étalon-or et les différentes restrictions apportées aux importations dans presque tous les Pays.

⚡ Ainsi là aussi, les avantages que les industries exportatrices suédoises auraient pu retirer de leur position de change, se trouvent contrebalancés par les différentes restrictions douanières adoptées par les pays importateurs, d'où peu de changement.

De plus, à l'automne, la Suède eut d'importants paiements à faire à l'étranger, paiements devenus très difficiles par le manque de soldes étrangers.

D'autres événements, dont le formidable effondrement Kreuger, ont entravé une reprise des affaires annoncée de temps à autre par certains indices.

Quant à la valeur de la couronne suédoise, la suspension de l'étalon-or a provoqué tout d'abord une très forte

baisse ; puis une hausse est intervenue mais elle a été suivie d'un nouveau fléchissement et désormais elle se maintient à environ 30 p. 100 de sa parité-or.

Danemark.

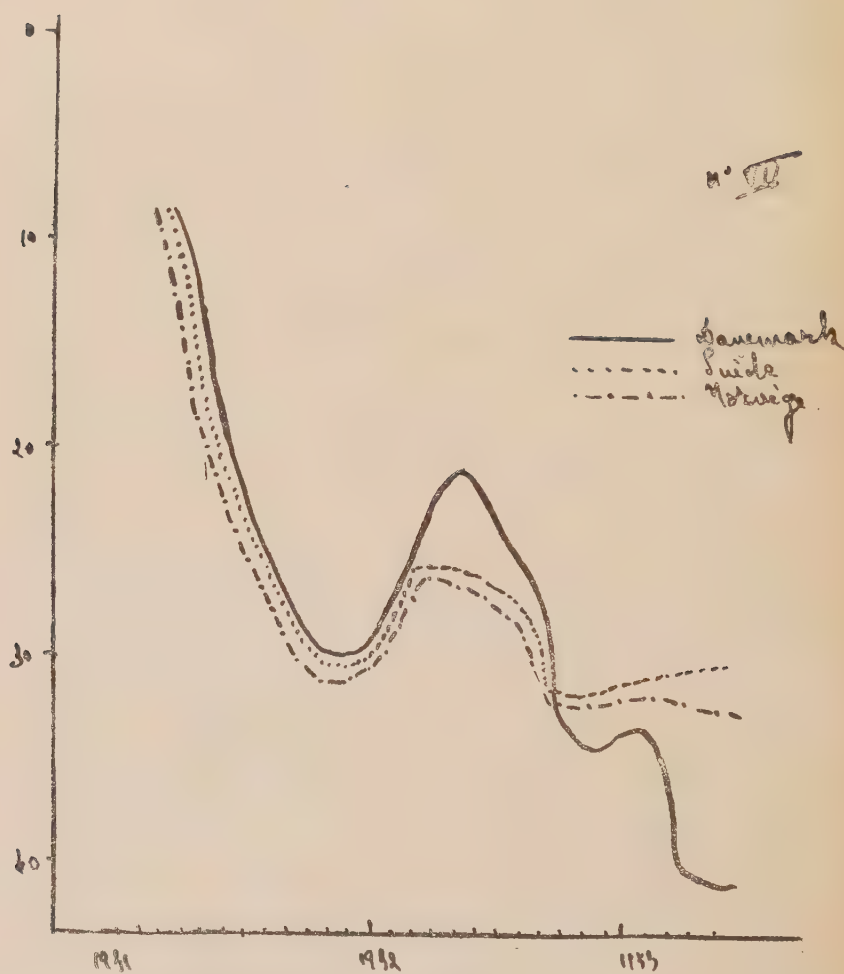
Le Danemark est un pays agricole et essentiellement un pays d'élevage qui ne vit la crise qu'à la fin de 1930, par la baisse des produits d'élevage. En relations étroites avec l'Angleterre puisqu'il expédie 60 p. 100 environ de ses exportations sur le marché britannique, il est en outre dominé au point de vue du change par la livre anglaise et normalement la couronne danoise suit les fluctuations du sterling.

Avec une telle situation, il est aisé de comprendre toute l'importance pour le commerce danois d'une baisse de 20 à 30 p. 100 de la Livre anglaise.

Aussi dès la chute du 21 septembre 1931, les fermiers entreprennent une vigoureuse campagne en faveur de l'abandon de l'étalon-or par le Danemark. Les autorités ont donc leur chemin tracé d'avance puisque, en l'occurrence, les intérêts de cette classe se confondaient avec ceux de la collectivité. C'est ainsi que le 22 septembre, un décret interdit l'exportation de l'or et de cette façon, le Danemark abandonne pratiquement l'étalon-or, du moins tout le monde le croyait-il !

Le surlendemain, la Banque Nationale, à la surprise générale, va essayer de maintenir la parité-or par tous les moyens. Par de sévères restrictions, en élevant de 4 1/2 à 6 p. 100 son taux d'escompte. Tout de suite ce furent des protestations contre une telle politique, surtout de la part du parti agricole qui demandait que la monnaie danoise fût liée à la Livre sterling.

Le même jour, la Suède et la Norvège abandonnaient



Graphique n° VII.

l'étalon-or et dans ces conditions la situation du Danemark devenait intenable étant donné le nouveau préjudice porté aux exportations par la dépréciation des couronnes suédoise et norvégienne.

Aussi le 29 septembre 1931, le *Riksdag* votait la suspension des paiements en or. Désormais, la couronne danoise suivrait la livre anglaise, et c'est donc encore une conséquence de la chute du sterling qu'il nous faut enregistrer par cet abandon danois.

Norvège.

Là aussi l'altération de la Livre va entraîner des décisions inévitables vu les relations commerciales avec l'Angleterre. Financièrement en effet, la Norvège a toujours dépendu de l'Angleterre ; nombreuses sont les industries financées par des banquiers et des capitalistes anglais, nombreux sont les prêts de toutes sortes : soit à long terme pour les constructions navales, soit à court terme pour financer la pêche (pêche à la baleine notamment).

Quant aux soldes norvégiens à l'étranger, plus de la moitié se trouve en Angleterre et se sont encore les actions et les obligations anglaises qui sont les titres les plus répandus en Norvège.

Des emprunts importants avaient bien été contractés après la guerre aux États-Unis, mais ces emprunts étaient à long terme, et n'eurent pas d'influence sur la situation d'automne 1931.

En fait, c'était la Livre sterling qui réglait le cours de la couronne norvégienne.

La crise va toucher la Norvège dans le second semestre 1930 et de nombreux conflits ouvriers arrêtent le travail et le commerce d'exportation. Les excédents d'importa-

tions s'élèvent bientôt à 262 millions de kroners, en même temps l'armement diminue, les prêts baissent et l'on désarme 25 p. 100 de la flotte marchande.

Toutefois le 21 septembre, la Banque de Norvège peut faire face à la situation grâce à 5 millions de kroners de devises à vue. Mais avec l'altération du sterling, la Norvège ne saurait maintenir son étalon-or, cela lui causerait à la longue de trop grandes pertes. C'est ainsi que la décision de la Suède d'abandonner l'étalon-or va entraîner celle de la Norvège, le même jour.

Cet abandon de l'étalon-or là non plus n'a pas favorisé les exportations, c'est toujours une défense spontanée des autres pays qui vient contrebalancer les avantages qu'on pourrait tirer d'une altération de la devise nationale.

Finlande.

La Finlande pour son commerce extérieur à toujours été en relations très étroites avec deux pays. Pour les exportations, les industries du bois, de la pâte de bois, du papier, c'est l'Angleterre qui est le client presque exclusif. Pour les importations, c'est de l'Allemagne que la Finlande fait entrer le plus de produits.

Aussi, quand le sterling va baisser par rapport au mark allemand, nous rencontrons tout de suite deux gros partis intéressés pour et contre la Livre anglaise.

Cependant, il a semblé que le sentiment général était qu'il n'y avait pas lieu d'abandonner l'or alors que l'Angleterre l'abandonnait et même encore lorsque les autres Pays Scandinaves suivaient la Grande-Bretagne.

Mais ce sentiment n'a guère duré et petit à petit, devant la crise mondiale qui s'accroissait toujours davantage, l'opinion publique se retournait. Bientôt l'impression

grandit que la Finlande tôt ou tard suivrait l'exemple de l'Angleterre. Le résultat fut une forte pression sur la réserve de devises de la Banque Nationale et aussi une importante exportation de capitaux.

Le 8 octobre, une réglementation était établie sur les transactions en devises étrangères, et le taux d'escompte était porté à 7 1/2 p. 100.

Ces mesures s'avérèrent bien vite insuffisantes, en l'espace de trois semaines, la réserve de la Banque s'affaiblit de plus de 500 millions de marks.

Devant une telle pression toujours croissante sur une réserve déjà très faible par rapport à la circulation des billets, la Banque de Finlande ne vit plus d'autre alternative que de demander la suspension de l'étalon-or. Cette suspension fut officielle le 12 octobre 1931, et la Finlande venait augmenter encore le nombre des pays qui n'avaient pu résister à la tourmente du 21 septembre.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES DE LA CHUTE DE LA LIVRE DANS LES PAYS QUI ONT PU CONSERVER LEUR ÉTALON-OR

A l'encontre des pays que nous venons d'examiner et qui durent suspendre leur monnaie-or, certains, qu'il nous reste à étudier, se sont efforcés de conserver leur monnaie intacte. Toutefois, il faut dire tout de suite, que les pays qui pourront garder leur ancienne monnaie sans la soumettre à un régime spécial sont très rares, on peut compter la France, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, les États-Unis ¹. Tous les autres, s'ils ne furent dans l'obligation de suivre la Grande-Bretagne, durent au moins réglementer le commerce des devises et l'on arrivait à une sorte de régime bâtarde qui ne pouvait durer bien longtemps, peu de temps après en effet, ces pays abandonnaient la nouvelle réglementation ou bien abandonnaient purement et simplement leur étalon or.

Sur quoi portait donc cette réglementation difficile du commerce des devises. Elle essayait de réglementer soit l'exportation des capitaux sous forme de devises ou monnaies nationales, soit l'exportation des devises pour des importations de marchandises ou encore en vue de voyages à l'étranger. Soit aussi les achats de devises destinés à s'assurer contre la dépréciation éventuelle de la monnaie

1. Depuis notre travail, les États-Unis ont abandonné l'étalon-or.

nationale, ou bien on obligeait les détenteurs de devises de les vendre à la Banque Nationale au cours qui était fixé.

Ce furent dans chaque pays des mesures législatives touchant ces différentes questions et plus ou moins sévères suivant les pays, selon les nécessités en présence et les conceptions dominantes dans les Gouvernements sur l'efficacité de semblables mesures.

Mais ce régime, comme nous le disions un peu plus haut, a plus ou moins échoué partout, causant souvent des résultats néfastes dans le domaine économique aussi bien que monétaire : une défiance générale se répandait bien vite et c'était l'évasion clandestine des capitaux. Presque tous les pays qui se sont efforcés de maintenir l'étalon-or par de semblables moyens, s'en sont écartés dans la pratique ou bien n'ont pu conserver leur régime de l'or.

La Grèce.

La Banque Nationale de Grèce avait une importante partie de sa couverture en devises anglaises et en obligations d'emprunts nationaux émis en Livres. L'altération de la Livre anglaise apporta donc à la Banque des pertes sévères, on a évalué à 175 millions de drachmes environ la diminution en valeur des éléments actifs.

A partir du 21 septembre 1931, des restrictions importantes relatives au commerce des devises, furent prévues et la couverture fut alors calculée en dollars des États-Unis, la parité-livre fut remplacée par la parité-dollar.

Ces différentes mesures n'empêchèrent pas la Grèce de voir sa monnaie diminuer de 50 p. 100 de sa valeur-or en mars 1932. Finalement, le Gouvernement s'est décidé de suspendre l'étalon-or le 26 avril 1932, et la monnaie

après avoir continué de baisser se maintient à environ 60 p. 100 de sa parité-or.

Le Japon.

Bien qu'il ait essayé lui aussi de réglementer le commerce des devises et d'empêcher la diminution continuelle de son encaisse-or, le Japon s'est décidé à suspendre la convertibilité de ses billets, le 17 décembre 1931. Mesure qui lui fut dictée d'autre part, par le désir de ranimer son exportation qui subissait la concurrence britannique.

L'Allemagne.

L'Allemagne fut toujours en relation très étroites avec l'Angleterre au point de vue commercial. Aussi devait-elle subir tout de suite les conséquences d'une altération de la Livre anglaise tant dans le domaine économique que dans le domaine financier.

Industrie charbonnière. — Après le contingentement des importations de charbon à l'entrée en France, puis en Belgique, le Bassin de la Ruhr se trouva en sérieux danger devant la crise anglaise. Ayant tenté une baisse des salaires qui fut repoussée, les employeurs furent avantagés par l'exonération des cotisations d'assurances sociales qui devinrent une véritable subvention du Reich. Malgré tout, le prix du charbon ayant baissé, on a calculé¹ qu'une perte de 45 pfennigs à la tonne était subie du fait de la crise britannique.

L'industrie sidérurgique n'est pas dans le même cas car l'industrie britannique ne produisait qu'à des prix sensiblement plus élevés que les prix allemands. Malgré tout, les industriels allemands furent touchés par la brusque

1. X, X, X. dans la *Revue politique et parlementaire* de novembre 1931.

dévaluation du prix des commandes puisqu'il était de règle de conclure toutes les affaires d'exportations sur la base de la Livre.

La construction mécanique allemande, facteur extrêmement important de l'activité de la balance commerciale du Reich ne paraît pas devoir être touchée de façon trop sensible par une concurrence anglaise éventuelle. En cette matière, la question de prix joue un rôle bien moins important que les qualités de fini et de précision des articles.

Malgré tout, le marché anglais qui constituait jusqu'ici un marché appréciable pour les exportations allemandes de machines va se trouver resserré et il faut envisager l'abandon de la Livre comme unité de compte.

En matière textile, les répercussions de la chute anglaise ont été immédiates et graves. La baisse de la Livre se fait déjà sentir dans les filatures de coton d'Outre-Rhin dont les produits se heurtaient dès avant septembre 1931 à une redoutable concurrence britannique sur les marchés étrangers. Les producteurs allemands sont d'autant plus atteints que là encore, les contrats de livraison étaient exclusivement libellés en Livres anglaises.

Quant à l'industrie du *tissage de coton* (région de München) elle perd ses débouchés en perdant le marché anglais, car elle ne fabriquait que des articles tout à fait spéciaux tissés en couleurs, articles qu'il ne lui est pas possible de placer sur d'autres marchés.

L'industrie lainière redoute la concurrence anglaise pour ses fabrications de draps fins (Aix-la-Chapelle), concurrence d'autant plus regrettable, que l'altération de la Livre va donner un avantage facile aux industriels anglais sur les différents marchés qu'avait réussi à contrôler l'industrie allemande au prix de gros efforts.

Quant aux producteurs allemands de tissus plus grossiers il vont perdre leurs débouchés anglais.

Toutefois c'est encore en matière *financière* que l'Allemagne subira les plus lourdes pertes. Cela semble paradoxal par le fait que c'est l'Angleterre qui est très nettement créancière et qu'ainsi la chute de la Livre correspond à une remise partielle de sa dette, mais en dernière analyse l'Allemagne ne sera pas avantagée. La place de Londres qui s'était trouvée jusqu'ici très accueillante aux demandes de crédit de l'industrie allemande est obligée de constater que cela fut pour son malheur. Aussi cette politique de libéralité est abandonnée et le commerce allemand va être le premier à en souffrir.

Que dire des conséquences qui se sont produites dans les autres pays d'Europe et aux États-Unis. Il ne nous est pas possible de passer en revue chacun des pays, nous avons tenu à mettre en relief dans notre travail les effets les plus directs et ceux qui se sont imposés d'une façon brutale.

En France notamment, de lourdes pertes ont été essuyées par les industriels français qui avaient un grand nombre de contrats libellés en sterling, en particulier l'industrie de la soie et les articles de luxe. Nous avons vu que la France avait tout de suite répondu à l'altération de la Livre par une surtaxe de change de 15 p. 100 sur les produits anglais, compensant ainsi dans une certaine mesure le désavantage qu'allaient éprouver nos exportations.

Après un tel événement comme celui de la chute de la première monnaie du monde, les effets en sont si nombreux qu'il ne faut pas compter les rapporter tous ; nous avons essayé du moins d'en donner les principaux.

Les quelques pays qui ont conservé l'étalon-or ont vu dans les premiers jours du moins, des perturbations monétaires les menacer, les Pays-Bas par exemple voyaient leur encaisse-or s'écouler. De grosses difficultés aussi pour les États-Unis qui virent plusieurs fois leur dollar s'affaiblir¹.

La seule monnaie qui présenta une stabilité et une fixité absolues et qui continue encore à rester telle, fut le franc français qui s'est acquis une confiance énorme, méritée par la politique prudente que n'a cessé de montrer son gardien, la Banque de France.

1. Pour abandonner finalement l'étalon-or.

CONCLUSION

CONSÉQUENCE DE L'ALTÉRATION DE LA LIVRE SUR LE PORTEFEUILLE DE DEVICES DE LA BANQUE DE FRANCE L'AVENIR DE LA LIVRE STERLING

Conséquence de l'altération de la livre sur le portefeuille de devises de la banque de France.

La perte subie par la Banque de France sur son portefeuille de devises du fait de l'altération de la Livre sterling, n'est pas une conséquence proprement économique, c'est une conséquence plutôt politique et qui a été voulue par le Gouvernement français.

La Banque de France, en effet, ne jouit pas d'une indépendance absolue vis-à-vis de l'État, aussi il ne faut pas s'étonner de voir la Banque conserver encore en septembre 1931 un important portefeuille de devises anglaises. On a dit officiellement que c'est à la demande du Gouvernement qu'il n'a pas été procédé à des ventes massives de sterling, il ne voulait pas qu'il fût exercé une influence sur la tenue de la Livre. Et cela en vue de ne pas paraître conspirer contre l'intégrité de l'unité monétaire britannique.

Signalons en passant que la presse anglaise a semblé oublier cette politique lorsqu'elle n'a cessé d'attaquer la Banque de France pour ce qu'elle a appelé l'accaparement du métal-or.

Ainsi donc, en empêchant la Banque de procéder à une liquidation, l'État prenait la responsabilité des opérations

et il se devait de réparer par la suite les pertes subies du fait de l'altération de la Livre. C'est au moyen de Bons que le déficit fut couvert, d'abord un premier déficit de 2 milliards et demi, à la date du 24 décembre 1931, puis on évaluerait deux fois par an, le 24 juin et le 24 décembre les déficits qui se produiraient sur le portefeuille détenu en Livres. L'amortissement de ses bons était organisé avec la coopération de la Caisse Autonome d'Amortissement.

Il est donc injuste de taxer d'imprudence la politique suivie par la Banque de France en cette matière, puisque c'est le Gouvernement français qui en fut l'initiateur et en a assumé les responsabilités pour des raisons d'amitié et de solidarité envers un grand pays ami, raisons qu'on ne saurait discuter.

L'avenir de la Livre sterling.

Même en ce moment, au milieu de l'année 1933, il est pour ainsi dire impossible de prédire l'avenir de la Livre. La Grande-Bretagne reviendra-t-elle à son ancien sterling, nous verrons tout à l'heure que cela n'est guère probable ; mais à quel taux alors et quand aura lieu la stabilisation ?

Voyons d'abord ce qu'en pensent les présidents des Big-Five. M. *Rupert Beckett* (*Westminster Bank*) préférerait le régime actuel de la Livre au régime de l'étalon-or, « cela permet, dit-il, de contrôler le niveau des prix ». Quel changement dans l'opinion des banquiers d'avril 1925 !

M. *Harry Goschen* (*National Provincial Bank*) émet un avis différent et envisage le retour à l'or, car il note que l'avantage de la dépréciation n'est qu'un avantage momentané et que la baisse de valeur de l'unité monétaire d'un pays est, si l'on n'y met ordre, le commencement d'une faillite.

Quant à M. *Mac Kenna*, il prétend au contraire que le régime monétaire actuel de la Livre-papier fait la Livre plus sâble que l'or. Lors de la chute du 21 septembre, « aucune catastrophe, dit-il, ne s'est produite ». On voit que M. *Mac Kenna* est terriblement optimiste.

Mais son opinion est isolée, et tant M. *Beau non -Pease* que M. *Goodenough*, ils désirent le retour de l'Angleterre à l'étalon-or et considèrent ce retour comme une nécessité.

Ainsi donc, le milieu des affaires semble désirer une stabilisation prochaine, mais est-il possible de donner quelques précisions quant à la date et quant aux taux ?

Le Gouvernement est avare de renseignements et il est bien difficile d'être fixé.

On peut constater toutefois que la Banque d'Angleterre a remboursé les prêts que la Banque de France et la Banque Fédérale des États-Unis lui avaient consentis en août 1931.

La perte dûe à la dévaluation de la Livre, qui fut enregistrée lors du remboursement, s'élève à environ 25 millions de Livres-or, le Gouvernement a déclaré que cette perte serait couverte par une nouvelle estimation du stock d'or, ce qui implique une dévaluation de la Livre d'environ 18 p. 100. C'est donc une limite supérieure aux environs de 100 francs qu'il faut prévoir, quant à la limite inférieure, M. Keynes suggérait 85 francs « pour éviter, disait-il, une trop grande dépréciation des créances libellées en Livres que la Grande-Bretagne possède sur d'autres pays » ; mais il n'y a aucune déclaration officielle à ce sujet.

Il semble bien d'autre part, qu'aujourd'hui le rétablissement de l'étalon-or en Grande-Bretagne est techniquement possible¹. La Banque d'Angleterre détient plus d'or

1. Frédéric Jenny dans le *Temps*.

qu'elle n'en a jamais possédé. Les finances anglaises paraissent assainies et le marché de Londres retrouve son prestige. Il semble donc que si la stabilisation avait lieu, la Grande-Bretagne ne s'exposerait pas à une expérience semblable à celle de septembre 1931.

VU :

Le Président de la Thèse,
ROGER PICARD.

VU :

Le Doyen,
E. ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ALLIX. — Traité élémentaire de Science des finances et de Législation financière française.
AFTALION. — Cours de statistique, 1928.
JÈZE. — Différents cours professés à la Faculté de droit de Paris.
LESCURE. — Les crises générales et périodiques de surproduction.
RIST. — Cours professé à la Faculté de droit de Paris, 1930-1931.
TRUCHY. — Cours d'économie politique, t. I et II.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- AFTALION. — Monnaie, prix et change.
AFTALION. — Monnaie et industrie.
BONNET. — Les expériences monétaires contemporaines.
COSTES. — Les grands marchés financiers.
DELATTRE. — L'Angleterre d'après-guerre et le conflit houiller.
PICARD (Roger). — Articles parus dans la *Revue d'économie politique*.
RIST. — La déflation en pratique.
SIEGFRIED. — La crise britannique au xx^e siècle.

THÈSES

- DEBORNE. — La crise économique mondiale et le chômage.
GAUSSEL. — La réforme monétaire anglaise.
GIRAUD. — L'achèvement de la réforme monétaire anglaise.
LE PARC. — La crise de la Livre sterling de septembre 1931.
LETOUZÉ. — La crise des exportations anglaises.
PETIT. — Le chômage en Grande-Bretagne.
STEHÉLIN. — La politique de l'escompte de la banque d'Angleterre.
VIENNOT. — Les difficultés de l'industrie britannique depuis la guerre.
VIGREUX. — Le crédit par acceptation.
ZAKRZEWSKI. — Le chômage en Grande-Bretagne. Ses causes, ses remèdes.

REVUES. PUBLICATIONS DIVERSES

- The Economist* : les publications de septembre 1931 à 1933.
The Statist : les publications de septembre 1931 à 1933.
The Times : Divers numéros.
Revue mensuelle de la Barclay Bank.
Revue mensuelle de la Lloyds Bank.
Revue mensuelle de la Midland Bank.
Revue mensuelle de la National Provincial Bank.
Revue mensuelle de la Westminster Bank.
Société des Nations : Documents sélectionnés.
Société des Nations : collection du Bulletin mensuel de statistique.
L'Économiste européen, collection de 1931 et 1932.
Revue économique internationale, collection de 1931-1932-1933.
Revue d'économie politique, collection de 1931-1932-1933.
Revue politique et parlementaire, collection de 1931-1932-1933.
Revue de Science et législation financières, collection de 1931-1932-1933.
Revue des sciences politiques, décembre 1932.
Le Journal de la marine marchande, collection de 1931-1932.
Les Études, collection 1932.
L'Europe nouvelle, collection 1931 et 1932.
L'Économiste français, collection 1931-1932-1933.
Le Journal des Économistes, collection 1931-1932-1933.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE. — Les causes de la chute de la Livre.

CHAPITRE PREMIER. — La chute du 24 septembre 1931	7
CHAPITRE II. — La réforme monétaire de 1925. — Ses conséquences.	12
CHAPITRE III. — La politique anglaise d'argent bon marché	19
Les crédits « gelés »	23
CHAPITRE IV. — Les finances publiques.	29
Accroissement des dépenses.	29
Enormes dettes.	31
Impôts lourds	33
Déficits budgétaires.	36
CHAPITRE V. — Baisse des Exportations	37
Causes.	40
CHAPITRE VI. — Crise de la marine marchande	45
CHAPITRE VII. — Salaires et chômage.	53
CHAPITRE VIII. — Causes extérieures à l'Angleterre.	62
Transformation des méthodes de production dans le monde.	64
Transformation de la consommation mondiale	65
Appauvrissement du monde.	65

DEUXIÈME PARTIE. — Les conséquences économiques de la chute de la Livre.

TITRE PREMIER : LES CONSÉQUENCES EN ANGLETERRE.	71
CHAPITRE PREMIER. — Sur les principales industries	71
Laine	71
Coton	73

Houille	76
Sidérurgie	78
Constructions navales	79
CHAPITRE II. — Sur les exportations	82
CHAPITRE III. — La politique protectionniste	87
Les Accords d'Ottawa	91
TITRE DEUXIÈME : LES CONSÉQUENCES A L'ÉTRANGER	96
CHAPITRE PREMIER. — Dans les pays qui furent obligés de suspendre leur étalon-or	97
A. Dans les Dominions	97
Indes	97
Australie, Nouvelle-Zélande	99
Canada	101
Union Sud-Africaine	103
B. Dans les Pays Scandinaves	104
Suède	105
Danemark	107
Norvège	109
Finlande	110
CHAPITRE II. — Conséquences de la chute de la livre dans les pays qui ont pu conserver leur étalon-or	112
Grèce	113
Japon	114
Allemagne	114
Autres Pays	116
CONCLUSIONS	118
Conséquences de l'altération de la Livre sur le portefeuille de devises de la Banque de France	118
L'avenir de la Livre sterling	119
BIBLIOGRAPHIE	123
TABLE DES MATIÈRES	125

